

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- L'Internationale des flics au travail 1
- Sur le fil du temps : Espace contre ciment 9
- Facteurs économiques et sociaux de la révolution
en Amérique latine 25
- En mémoire d'Ernesto « Che » Guevara 51
- Note de lecture : L'Internationale Communiste et
la révolution chinoise de 1927 57

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

L'Internationale des flics au travail

Après l'écrasement sanglant de la Commune de Paris, on entendit dans toutes les chancelleries d'Europe formuler un souhait, et prendre un engagement solennel : la magnifique preuve de solidarité qu'avaient fournie les gouvernements et la soldatesque de France et de Prusse, les uns en réprimant l'ennemi de classe, les autres en laissant faire et en protégeant les arrières des massacreurs, devait se concrétiser par la création d'une contre-internationale des Etats et de leurs polices, destinée à étouffer dans l'œuf le moindre signe de réveil des exploités. Il s'agissait de conjurer ce que Bismarck, en mettant sur pied en 1873 la Ligue des Trois Empereurs, appelait, pour éviter le terme odieux de révolution, « le radicalisme européen qui menace tous les trônes et toutes les institutions ».

Le spectre, celui-là même qu'avait annoncé le *Manifeste* de 1848 et qui avait brusquement pris corps au printemps de 1871 en semant la terreur parmi les classes dominantes, mit quarante-six bonnes années avant de renaître en 1917, encore plus terrible. Mais pendant toutes ces années il n'y eut pas de « geste exemplaire » d'anarchistes, vrais ou supposés, qui ne mît aussitôt en mouvement les rouages de la machine « antiterroriste ». Non pas que l'ordre établi eût été sérieusement menacé : mais il fallait donner une bonne leçon, une leçon mémorable, à la *seule* classe qui soit en mesure, tôt ou tard, de le mettre en péril.

En France, cette classe avait subi une hémorragie si terrible que le prétexte des « attentats à la bombe » et les hurlements de rage et de colère que suscitait leur réapparition périodique, servaient moins à alimenter de nouvelles répressions qu'à accroître la soif d'ordre, de légalité et de démocratie. En Allemagne, où le capitalisme venait d'entreprendre sa marche triomphale et où apparaissait un prolétariat déjà adulte, on sauta sur l'occasion inespérée — deux petits attentats contre le Kaiser — pour donner une justification « morale » à la loi contre les socialistes. Aux Etats-Unis commença le martyre du

tout jeune prolétariat américain, qui se poursuivait sous le signe de l'hystérie anti-anarchiste entretenue dans le poulailler petit-bourgeois et puritain des petites villes devenues des métropoles industrielles et ouvrières, afin d'agiter bien fort la menace du spectre qui mettait en péril les « droits sacrés et inviolables » de la personne humaine.

Vinrent les Communes de Petrograd et de Moscou : les vainqueurs de la première guerre mondiale « libératrice » et « pacificatrice », jusque-là occupés à se disputer les dépouilles des vaincus, suspendirent provisoirement leurs controverses pour s'empressement d'aller défendre eux aussi contre les attentats scandaleux de la « barbarie rouge » ces « droits de l'homme » qu'on avait si bien honorés pendant trois ou quatre ans dans les tranchées ou sur les champs de bataille. La contre-internationale des sbires revit le jour dans les faits sans qu'il y ait besoin de la moindre sanction diplomatique, et sans l'ombre des douleurs qui accompagnèrent le difficile enfantement de la Société des Nations. Les frontières nationales, si bien défendues quand il s'agit pour les bourgeois de s'arracher une tranche de territoire ou de marché, s'effacent quand c'est la domination même de la bourgeoisie qui est en jeu.

Dans la croisade policière contre « l'hydre bolchévique », on utilisa les détachements spéciaux formés à la bonne école de la guerre mondiale ; pour empêcher le monstre du communisme de gagner l'Europe centrale, on n'hésita pas à faire appel aux corps francs de l'ennemi de la veille, et à saluer l'usage qu'en firent les Noske et les Scheidemann ; de même, en Russie, on utilisa sans le moindre scrupule les gardes blancs du Tsar, à la chute duquel les alliés avaient patiemment travaillé pour affermir le front de l'Est. Il n'y a rien de tel que les grandes opérations de police pour surmonter les préjugés de race, de nation, d'idéologie : alors le diable de la veille fait bon ménage avec l'eau bénite.

Mais le monstre ne se laissa pas exorciser. Alors, en Italie, en Allemagne, en Hongrie, plus tard en Espagne, la tâche de le tuer avant que, faute d'un Noske ou d'un Scheidemann, il ne renaisse de ses cendres de 1918 - 1920, fut confiée par les démocraties triomphantes au fascisme, cette nouvelle version de l'Internationale des bourreaux.

Ce qui provoquait la fureur de la bourgeoisie internationale, ce n'était pas seulement un cauchemar, c'était une réalité terrifiante. L'enjeu n'était ni un détournement d'avion, ni une centaine d'otages. En 1871, c'était la perle de l'ordre bourgeois qui avait été détournée de son cours normal ; en 1917, c'était un pays immense où les capitaux pouvaient s'investir avec d'énormes profits. Les communards avaient pris en otage l'archevêque de Paris, mais ils s'étaient arrêtés crainti-

vement devant la Banque de France. Leurs petits-fils de Petrograd et de Moscou avaient pris en otage quelque chose de plus sérieux et de plus précieux que la famille impériale — les usines, les banques, les chemins de fer, la terre — et ils ne s'en étaient pas tenus là. Une fois le pouvoir conquis sous la direction centralisatrice du Parti de classe, ils avaient enfermé dans l'étau formé par le prolétariat urbain et les masses rurales ce qui restait des classes vaincues, et ne s'étaient pas laissés prendre en tenaille entre la réaction russe et l'impérialisme international. Quarante-six ans plus tôt, le terrible spectre avait fait son apparition dans une ville qui n'était pas seulement isolée du reste du monde, mais même du reste du pays. En 1917, l'incendie bolchévick projetait ses flammèches à la vitesse de la lumière par-dessus les pays et les continents.

« Les prolétaires n'ont pas de patrie », avait écrit le *Manifeste*. Pour la première fois dans l'histoire, c'était le cas *non seulement en puissance, mais dans la réalité*. Dans l'*Adresse* de 1871, Marx avait écrit qu'en Europe le cycle objectivement révolutionnaire des guerres nationales était clos, et que toutes les armées nationales — ces détachements de police par excellence — étaient et seraient de plus en plus coalisées contre la classe ouvrière de chaque pays : la bourgeoisie confirmait dans les faits, avec la régularité d'un phénomène naturel, qu'elle obéissait, là encore, à des lois qui ne souffrent aucune exception. Mais pour chaque nouveau Bismarck il y avait un nouvel Engels pour dire : « *Il travaille pour nous comme s'il était payé pour cela [...] Sans les persécutions et les souffrances, sans le militarisme et les impôts toujours croissants, nous n'en serions pas où nous en sommes* » (1) — autrement dit le mouvement ouvrier n'aurait

(1) Lettre à E. Bignami, 12 janvier 1878, in Marx-Engels, *Corrispondenza con Italiani*, 1848-1895, Milan, 1964, p. 279.

Dans un article publié par le journal italien *La Plebe* du 21 mars 1879, le même Engels se réjouissait du fait que « l'ami Bismarck » ait « brusquement dissipé » l'illusion de ceux qui croyaient que l'agitation légale suffirait « pour que le prolétariat puisse remporter la victoire finale ». Et d'expliquer : « Je dis l'ami Bismarck parce que personne n'a jamais rendu autant de services au socialisme d'Allemagne. Après avoir préparé la révolution par le militarisme le plus avancé et le plus insupportable, par des impôts croissants, par l'alliance de l'Etat avec l'agiotage le plus impudent, par le retour aux traditions les plus féodales et les plus policières de l'ancienne Prusse, par les persécutions aussi nombreuses que mesquines [...] il couronne son œuvre en forçant le prolétariat à se mettre sur la voie révolutionnaire » (Marx-Engels, *Scritti italiani*, Milan 1955, pp. 127-128). Paroles non moins scandaleuses, pour les démocrates et les gauchistes d'aujourd'hui, que l'invitation lancée par Lénine aux communistes italiens de « profiter pratiquement des leçons concrètes du fascisme, pratiquement excellentes (bien qu'elles coûtent cher) » (*Notes d'un publiciste*, février 1922, *Œuvres*, tome 33, p. 213), ou que l'appel du Parti communiste d'Italie aux prolétaires en 1921 pour qu'ils relèvent le défi de la bourgeoisie en la combattant sur le terrain même où elle se battait avec ses *squadre* fascistes, en opposant la violence à la violence au lieu de pleurnicher sur les libertés supprimées ou de demander à l'Etat démocratique de les rétablir !

pas acquis l'élan, la vigueur, l'audace qui le caractérisaient, et qui sont émoussés par les méthodes douceâtres et corruptrices de la démocratie réformiste (même si elles ne peuvent pas les éteindre complètement comme le voudraient les bourgeois).

Depuis cette époque lointaine, la civilisation bourgeoise a fait beaucoup de chemin. Après avoir encore une fois écrasé le monstre, elle a jonché la planète de monceaux de cadavres de « personnes humaines » (ou plutôt sous-humaines, puisqu'il s'agissait de prolétaires et de paysans pauvres) massacrées par les instruments de mort les plus efficaces qui soient. Elle ne s'est pas privée de « détourner » de leurs cours des pays entiers ni de prendre des peuples en otage, en temps de guerre comme en temps de paix. Elle a « suicidé » physiquement et moralement aussi bien des vieilles gardes que des jeunes générations. Riche de l'expérience du premier après-guerre, elle a soumis les vaincus du second à un régime écrasant de domination militaire et policière afin d'étouffer dans l'œuf toute tentative de révolte de la classe ouvrière. Pour garantir sa paix, sa liberté, ses « droits sacrés et inviolables de la personne humaine », elle a constitué bien autre chose que des réserves de cocktails Molotov : elle a instauré sur toute la surface du globe le culte de l'« équilibre de la terreur », en remplacement de celui de la « déesse Raison » si chère à ses ancêtres. Si le temple de ses Nations Unies est tout en verre (sans doute en hommage à la « transparence démocratique »...), c'est du même verre que les cabines des geôliers dans la prison-modèle de Stammheim.

On pourrait croire qu'avec un tel blindage cette civilisation est à « l'abri des bombes ». *Elle ne l'est pas*. Dans la mesure même où leur efficacité augmente, ses rouages deviennent d'une extrême fragilité, qui ne supporte pas les secousses. Le gigantesque automate de l'usine sociale capitaliste a besoin du *consensus* — à condition qu'il s'exerce dans un réseau unitaire de chaînes de montage acceptant de maintenir en silence le rythme d'une harmonie préétablie. Dans les époques d'expansion économique, il peut même se payer le luxe d'une « permissivité » qui stimule par ailleurs la consommation et accélère les cycles de rotation du capital productif ; dans les moments de crise, il se souvient qu'il est né austère, et il demande de l'ordre, de l'austérité, de la discipline à ses esclaves salariés. Dans les deux cas il peut tout se permettre, sauf de faire preuve de faiblesse.

Ainsi, il suffit que les tensions sociales accumulées se déchargent dans le geste exemplaire d'une poignée — d'une toute petite poignée — d'audacieux pour que, dans cette société qui est sortie victorieuse des épreuves les plus difficiles, renaisse la peur du spectre vaincu

mais toujours renaissant. La bourgeoisie n'ignore pas que l'idée, commune à la Fraction Armée Rouge et aux auteurs palestiniens du détournement du Boeing de Mogadiscio, qui est de déclencher par l'exemple individuel la révolte de peuples ou de classes, peut susciter des actes sublimes d'héroïsme, mais reste une illusion tragique. Elle n'ignore pas que la guérilla éparpillée d'un groupe de rebelles peut à la rigueur égratigner la cuirasse d'acier dont s'est bardée, en presque deux siècles d'histoire, la société bourgeoise, mais non la percer. Mais son instinct de classe l'avertit chaque fois que les rides fugitives qui altèrent la surface apparemment calme de sa domination annoncent l'avènement inéluctable de sa propre crise, en même temps que la nécessité historique d'une nouvelle révolution encore plus terrible que les précédentes. Il l'avertit que *derrière* les isolés qui tâtonnent dans l'obscurité d'une révolte essentiellement *morale*, se dessine le spectre de la classe anonyme et puissante, poussée à nouveau sur la scène de l'histoire par des causes *matérielles* irrésistibles. Comme l'a dit un jour Trotsky, les classes dominantes expriment le maximum de leur puissance conservatrice, de leur volonté et de leur capacité de survie, dans la phase historique qui précède leur agonie ; cela reste vrai quand leur crise interne n'a pas encore mis en mouvement l'agent de leur mort, et à plus forte raison quand aucune barrière ne s'oppose à la violence de leur réaction. Au travail donc, les sbires !

♦♦

Si l'enchaînement dramatique des événements qui ont suivi dans le triangle Mogadiscio - Stuttgart - Mulhouse le détournement du Boeing de la Lufthansa a prouvé une chose, c'est que dans les moments cruciaux le réseau mondial des sbires bourgeois sait répondre à l'appel *comme un seul homme*. Ce n'est pas par hasard, encore moins par fausse modestie, qu'à l'heure où l'efficacité souveraine du commando d'intervention antiterroriste ravissait l'« opinion publique », Helmut Schmidt déclarait aux bourgeois (*mais ses paroles étaient destinées aux prolétaires du monde entier*) que le succès de l'entreprise n'avait été possible que grâce à la solidarité *active* de tous les gouvernants. Le fait que le gouvernement travailliste de Sa Majesté ait prêté le concours de ses services spéciaux et de ses « *stun grenades* » *made in England* n'en est qu'un exemple. Washington et Moscou, Paris et Londres, Berlin-Est et Rome, et suprême ironie, Ryad et Le Caire aussi bien que Jérusalem, Aden et Mogadiscio, tous, ennemis ou amis, conservateurs ou « progressistes », se sont montrés des serviteurs dévoués de l'Ordre établi et du *business*. Ce n'est pas par hasard, ni par fausse modestie, que Schmidt a exhorté les gouvernements de *tous* les pays à revêtir ouvertement et sans fausse honte l'uniforme du flic, à prendre conscience de l'« *épidémie* » qui menace le monde entier, et à se prêter mutuellement main-forte pour s'y opposer en prenant les mesures les plus draconiennes. Il aurait pu ajouter — mais il y a des choses que

l'on ne dit pas — que cela ne suffirait pas, et qu'il faudrait aussi renouveler à l'avenir le soutien que lui ont manifesté tel ministre giscardien déclarant que la France « n'était pas moins décidée que l'Allemagne à lutter *sans faiblesse* contre le terrorisme », ou un Mitterrand faisant l'éloge du « courage », de la « grande intelligence », du « sang-froid » dont a fait preuve le chancelier allemand qui a pris « toutes ses responsabilités », qui a fait « dans cette circonstance, exactement ce qu'il devait faire » (2). Affirmer le caractère *international* de la répression, provoquer le *consensus* autour de cette répression, la solidarité *entre les Etats*, la solidarité *entre les classes*, tel était le but de l'opération. Le moins qu'on puisse dire est qu'elle a réussi. Il fallait détruire trois symboles : celui de la lutte de classe, représenté par l'enlèvement d'un représentant du grand capital ; celui que personnifiaient Baader et ses camarades, c'est-à-dire la terreur (à laquelle la lutte de classe donnera certainement des bases et une ampleur infiniment plus vastes que l'impasse dans laquelle se trouve coincé le terrorisme individuel, sans renier ce dernier mais en l'intégrant et en le disciplinant dans des actions collectives et dans des actions de masse dirigées contre le cœur des institutions ennemies, et pas seulement contre ceux qui les symbolisent) ; enfin le symbole de la jonction du mouvement révolutionnaire du prolétariat des grands pays impérialistes avec le mouvement d'émancipation des prolétaires et des paysans pauvres et sans terre des pays arriérés, personnifié par le commando palestinien qui a détourné le Boeing au mépris de la « fraternité arabe » entre Etats ultra-réactionnaires et de la tendance irrésistible de l'OLP au compromis. En détruisant ces trois symboles, l'Internationale de la répression a rappelé à la classe ouvrière et aux masses paysannes du monde entier *qu'à la guerre comme à la guerre* : aucune Raison ni Morale n'interdisent aux « pouvoirs légitimes » de *garder en otage* pendant des années les Baader et les Meinhof ; mais gare à ceux qui prennent des otages dans l'unique but de libérer leurs camarades : ceux-là attentent à la Raison et à la Morale !

Efficacité et détermination « allemandes » ? Ou bien efficacité et détermination *internationales* dans la lutte sans merci contre tout ce qui perturbe l'ordre bourgeois, ainsi que dans la préparation des armes, des moyens et des hommes pour la guerre de classe *future* dont chacun perçoit les signes précurseurs ? Lutte contre la « piraterie aérienne et terrestre », ou bien préparation de la lutte contre le retour sur la scène historique du spectre de la violence collective organisée des sans-patrie et des sans-réserves, c'est-à-dire des prolétaires ? La

(2) De même, en Italie, au cri du cœur du premier ministre ont fait écho celui du PCI qui a condamné ce nouvel « attentat contre les institutions démocratiques » et celui de la CGIL qui s'est prononcée en faveur d'une grève des ouvriers pour protester, non pas contre le terrorisme du capital qui les jette sur le pavé et leur coupe les vivres, mais contre « toute violence, d'où qu'elle vienne » — sauf, bien entendu, si elle vient de la classe dominante et de son Etat.

réponse est claire. Sinon, pourquoi une classe dominante élevée dans le culte quotidien du profit consentirait-elle à engager des dépenses aussi énormes ? Le véritable gibier poursuivi par les polices des deux bords du Rhin n'a son nom dans aucun fichier de renseignements électronique : c'est la lutte prolétarienne et internationale contre le capital. D'où leur acharnement, qui n'a d'égal que le cynisme des curés, religieux ou laïcs, de la démocratie universelle !

**

Au moment même où toute la petite-bourgeoisie de droite et de « gauche » tremblait pour quelques dizaines de « vies innocentes », poussait un soupir de soulagement à l'annonce des « suicides » de Stammheim, et s'indignait du meurtre de Schleyer, on apprenait que 120 ouvriers avaient été massacrés par l'armée et la police à Guayaquil, en Equateur.

Que cette nouvelle n'ait pas fait la une de la grande presse et n'ait pas remué une « opinion publique » habituée à considérer des épisodes de ce genre comme des bavures *fatales* et *éternelles* du Progrès bourgeois, n'est pas pour nous surprendre. Ces 120 va-nu-pieds avaient osé *occuper* une sucrerie c'est-à-dire un bagne productif dans lequel le capital pratiquait des horaires de travail infernaux et des salaires de famine : les droits de la propriété seraient-ils moins « sacrés et intangibles » que les droits de l'homme et du citoyen ? En relevant la tête, ils menaçaient la paix entre les classes : les lois de l'économie nationale ne sont-elles pas sacrées ? S'emparer d'une usine, ce n'est sans doute pas, dans la forme, la même chose que s'emparer d'un Boeing ; mais en réalité, n'est-ce pas aussi du terrorisme, et de la pire espèce — l'espèce prolétarienne et de classe ? Le massacre de ces ouvriers a eu lieu dans un petit pays d'Amérique latine : quel rapport cela peut-il avoir avec l'Europe civilisée, son potentiel industriel, son efficacité productive, son patrimoine de « valeurs » morales et humaines ? Rien d'étonnant non plus à ce que l'extrême-gauche européenne ait à peine relaté ce fait, tout occupée qu'elle était à capitaliser pour ses propres objectifs le « réflexe antigermanique », cette soupape providentielle pour détourner la colère que provoquent la misère, les vexations et les infamies du système. Sa grande préoccupation, dans des situations de ce type, est de « prendre ses distances » par rapport à tout ce qui va au-delà des « règles démocratiques », et d'assurer les bourgeois grands et petits que *jamais, au grand jamais* elle ne « recourra à des moyens terroristes » ou ne violera la loi. Bref, sa grande préoccupation est de *ne pas être en reste par rapport à l'opportunisme officiel, à la succession duquel elle a posé sa candidature.*

Rien d'étonnant, enfin, à ce que le bureau du chef du gouvernement équatorien n'ait pas croulé, comme celui du chancelier Schmidt, sous les télégrammes de félicitations, de solidarité et d'encouragement envoyés par tous les membres du Gotha démocratique : les dirigeants de l'Internationale de la répression sont avares de compliments à l'égard des exécutants des basses besognes, surtout de ceux des pays qui ne connaissent pas encore les bienfaits de la civilisation et du Progrès. Mais nous sommes à peu près certains que, guidés par un sûr instinct de classe, ils ont vu dans la coïncidence de ces deux massacres l'annonce du jour où l'appareil d'Etat bourgeois devra se mesurer avec l'armée immense des travailleurs, dont les 120 ouvriers de Guayaquil n'étaient qu'un humble détachement ; ce jour-là, aucun « droit de la personne humaine » ne devra entraver le bras séculier, lourd mais *juste par définition*, de la loi, c'est-à-dire de la Force.

C'est vers ce jour-là que sont fixés les regards de la seule Internationale qui soit restée debout et qui montre dans les faits sa capacité d'intervention et son efficacité ; l'Internationale du capital. La crise du mode de production capitaliste rend chaque jour plus proche l'alternative : guerre ou révolution de classe. L'une et l'autre imposent à la bourgeoisie non seulement de se défendre, mais aussi d'attaquer *préventivement*. Par rapport à 1871-1873, les rôles sont inversés : par une cruelle ironie, l'Histoire a voulu que la contre-Internationale prolétarienne et communiste soit encore à construire.

Le temps presse. Il ne sera jamais trop tôt pour relever le défi.

Sur le fil du temps

Espace contre ciment

Cet article de la série « Sur le fil du temps » a été publié dans Il Programma Comunista n° 1/1953 (8 janvier 1953). Il fait partie d'un recueil d'articles qui doit paraître prochainement aux Editions Payot sous le titre « Espèce humaine et croûte terrestre ».

Nous sommes de petits chiffres : pouvons-nous entrer ?

La terre, sur l'écorce de laquelle nous vivons, a la forme d'une balle ou d'une sphère. Faisons d'emblée une première digression : ce concept, qui pendant des milliers d'années est resté extrêmement ardu à comprendre pour les savants les plus géniaux, est aujourd'hui familier à un enfant de sept ans ; voilà qui montre combien la distinction entre *facile* et *difficile* à comprendre est stupide. C'est pourquoi une doctrine qui affirme l'existence d'un grand cours de l'histoire, accompli par bonds grandioses par la relève des classes, n'aurait pas de sens si elle se laissait arrêter par le souci de ne présenter à la classe avancée, révolutionnaire, que des pilules de concepts *faciles*.

A la différence de Silvio Gigli (1), nous allons donc vous poser quelques problèmes très, très difficiles. Mais nous vous donnerons les questions et les réponses.

Donc, cette balle, la Terre, a un diamètre d'environ 12 700 kilomètres, que l'on a calculé en mesurant son ventre, sur lequel on a reporté quarante millions de fois le mètre-étalon de platine conservé à Paris

(1) Animateur radiophonique de l'époque.

à l'Institut International des Poids et Mesures. Comment ont-ils fait pour passer sur l'eau ? Mais laissons le ton de la plaisanterie et cessons d'imiter ceux qui parlent de façon inintelligible pour le plaisir, et pour qu'on dise d'eux : Quelle culture ! On n'y comprend vraiment rien ! Cette obscurité est à la base de la gloire de quatre-vingt-dix-neuf pour cent des grands hommes.

Donc, au moyen d'un petit calcul (cours moyen première année), on établit que la surface de la Terre est de cinq cents millions de kilomètres carrés. Les mers en occupent plus des deux tiers et, pour se promener à pied sec, il reste à peine cent cinquante millions de kilomètres carrés. Là-dedans il y a les calottes glaciaires, les déserts, les très hautes montagnes ; on peut donc estimer qu'il reste pour l'espèce humaine — la seule qui vit désormais dans toutes les parties du globe, avec ses animaux domestiques — environ cent vingt-cinq millions de kilomètres carrés.

Comme aujourd'hui les livres disent que « nous sommes » 2 500 millions, nous les animalcules humains qui fourrons notre nez partout, il est clair qu'en moyenne notre espèce dispose d'un kilomètre carré pour vingt de ses membres.

A l'école, on dit donc : densité moyenne de la population des terres habitées : vingt âmes (en fait on ne compte pas les cadavres des morts, qui sont bien plus nombreux) au kilomètre carré.

Nous avons tous l'idée de ce que représentent vingt personnes ; quant au kilomètre carré, ce n'est pas difficile à se représenter. Nous sommes à Milan : c'est l'espace occupé par le Parc entre l'Arc du Simplon et le château Sforza, Arène comprise. Puisque cinquante mille personnes réussissent à s'entasser dans le stade de l'Arène pour les grandes parties de football, un kilomètre carré peut contenir, avec une foule compacte (meetings de Mussolini, Togliatti et autres) cinq millions d'âmes — en peine —, soit plus que la population réunie de Milan, Rome et Naples, 250 000 fois plus que la densité moyenne sur la terre.

Ainsi, si les vingt malheureux hommes moyens symboliques se plaçaient aux intersections d'un filet à mailles égales, ils se trouveraient à 223 mètres les uns des autres. Ils ne pourraient même pas se parler. Quelle catastrophe si c'étaient des femmes, et encore plus si c'étaient des candidats au Parlement !

Mais l'homme n'est pas cloué au sol comme les arbres, ni amassé en colonies comme les madrépores dont nous parlions l'autre fois et, en se déplaçant de mille manières, il s'est établi de façon très irrégulière dans les différents espaces qui constituent l'écorce de la planète.

En Italie, la densité de la population est de 140 personnes au kilomètre carré, donc sept fois plus que la moyenne générale. La province la plus peuplée est celle de Naples : 1 500 habitants au kilomètre carré, 55 fois la moyenne de la terre. Les pays de plus forte densité en Europe (et dans le monde) sont la Belgique, la Hollande et l'Angleterre (Ecosse mise à part) qui tournent autour de 300, c'est-à-dire 15 fois la densité moyenne. Le pays d'Europe à la densité la plus basse est, avec la Suède et la Norvège, la Russie : 29 habitants au kilomètre carré pour la partie européenne, à peine plus que la moyenne mondiale.

La densité des divers continents est : 53 pour l'Europe, 30 pour l'Asie. Mais ensuite, il y a une chute impressionnante au-dessous de la moyenne : Amérique Centrale et Amérique du Nord : 8,5 ; Afrique : 6,7 ; Amérique du Sud : 6,3 ; Australie-Océanie : 1,5. On arrive donc à treize fois moins que la densité moyenne mondiale.

La densité des Etats-Unis est de 19, inférieure donc à celle de la Russie *européenne* (c'est-à-dire jusqu'à l'Oural et au Caucase). Cela coïncide parfaitement avec la moyenne de la terre : est-ce pour cette raison qu'ils la veulent toute pour eux ?

Ceci dit, aux U.S.A. la population est répartie de manière extrêmement inégale : même sans tenir compte des petits districts, on passe de 0,5 dans le Nevada désertique à 240 dans le fourmillant New Jersey, qui est un peu moins grand que la Lombardie.

Notons enfin que pour la R.S.F.S.R., qui comprend la Sibérie, la densité de population est de 6,8 seulement. Quant à l'ensemble de l'U.R.S.S., sa densité est de 9 habitants au kilomètre carré, et la plus peuplée des républiques fédérées est l'Ukraine, située à l'ouest, avec 70 habitants au kilomètre carré.

Les ruches urbaines

Si on néglige la population « dispersée », en majorité rurale, et si l'on ne tient compte que des hommes qui sont « agglomérés » dans les villes, on observe en considérant la densité, comme nous l'avons déjà noté, un *bond* dans les chiffres, ceux-ci étant dans les villes environ mille fois plus élevés que la moyenne mondiale : comme disent les scientifiques, on passe à un autre ordre de grandeur. Il n'est pas bien difficile de comprendre que la population des campagnes considérées isolément, dans chaque circonscription petite ou grande, voit au contraire sa densité baisser par rapport à la densité moyenne.

communes? villes?

Etablir le nombre des hommes *dispersés* et le nombre des hommes *agglomérés*, mettons dans le monde ou en Italie, est en revanche un problème des plus ardu. Même si l'on fait le total des populations des villes qui dépassent un certain seuil choisi arbitrairement, disons 5 000 habitants, la conclusion est faussée par le fait que l'on dispose des chiffres des *communes*. Or, à Rome, par exemple, où la commune est bien plus grande que la ville, le chiffre comprend une partie de population éparpillée. En revanche, pour Londres, où la commune est bien plus petite que la ville, le chiffre comprend toute la population agglomérée, et il faut donc ajouter, en totalité ou en partie, la population du « Grand Londres ». Hasardons un chiffre : si l'on considère toute la Terre, on peut dire qu'un cinquième de la population vit dans les villes, compte tenu du fait que cette proportion est égale à zéro dans le centre de l'Afrique, alors qu'en Belgique au moins quatre personnes sur dix vivent dans les villes.

Quoi qu'il en soit, voici les nouveaux chiffres qui, vu le nouvel *ordre de grandeur*, sont exprimés normalement par rapport à l'hectare, mais que nous continuerons à donner par rapport au kilomètre carré (soit cent fois plus). Le Grand Londres (que des projets en cours continuent de dilater selon le système des villes satellites, qui comprennent chacune cinquante mille habitants environ et se trouvent à une distance moyenne de vingt kilomètres du centre historique) accueille sur ses 600 kilomètres carrés huit millions et demi d'habitants. Densité : 14 000. Mais à Londres on respire encore, sauf dans les anciens quartiers, crasseux, des Juifs, des Chinois et des Italiens. La ville la plus engorgée d'Italie, Naples, entasse dans une zone urbaine de 800 hectares, soit 8 kilomètres carrés, pas moins de 600 000 habitants, sur le million que compte la commune administrative, à laquelle se sont agrégées des communes voisines : la densité atteint le chiffre presque inhumain de 75 000 habitants au kilomètre carré, soit 3 750 fois la moyenne de la terre. Même si l'on ne considère que la commune de Naples avec ses 12 quartiers traditionnels, et sans tenir compte donc des « villages », la densité est encore de 45 000 habitants au kilomètre carré, soit le triple de celle de Londres. Si l'on considère un modèle abstrait, genre ville du XIX^e siècle, avec des maisons d'habitation de cinq étages et des rues assez larges occupant les quatre dixièmes de la superficie totale, un calcul technique simple montre que chaque local ou « pièce » utilise environ 5 mètres carrés « couverts » et 3 mètres carrés « urbains » (2). Mais seule une pièce sur trois est destinée au logement ; en moyenne (en Italie), chaque

(2) Ce calcul se base sur une surface moyenne de 25 m² par pièce. Pour une maison de 5 étages, 5 pièces superposées occupent 25 m² au sol (« couverts »), soit 5 m² par pièce. La voirie occupant d'après l'hypothèse, de départ 4/10 de la superficie totale, une règle de trois montre qu'aux 5 m² couverts correspondent 3,3 m² de voirie (« urbains »). Chaque pièce de 25 m² correspond à 1,5 habitant, chaque habitant dispose donc en moyenne de 16 m² d'habitation (NdT.)

pièce héberge une personne et demie (par exemple, une famille de six membres a quatre pièces). Donc, chaque habitant *dispose*, pour ainsi dire, d'environ 16 mètres carrés dans la *ville compacte*, ce qui, hygiéniquement parlant, est à peine tolérable. Nous retrouvons donc la densité de 60 000 habitants au kilomètre carré. Là où il y a des jardins, des parcs, etc., en plus des rues et des places, la densité s'améliore, c'est-à-dire baisse.

Donc le processus historique qui a *entassé* les hommes de mille façons dans les villes des pays avancés moyens les a amenés d'une densité nationale de l'ordre de 200 personnes au kilomètre carré (pour l'Europe centrale, qui est la plus peuplée) à une densité urbaine qui, dans la meilleure des hypothèses — dans le cas de véritables cités-jardins — dépasse 20 000 habitants au kilomètre carré, soit cent fois plus que dans le pays tout entier, mille fois plus que la moyenne de la terre.

Nous savons que cet entassement trouve presque entièrement son origine dans les effets de l'époque capitaliste. Les régimes pré-capitalistes se contentaient en effet de villes peu nombreuses et qui n'avaient rien d'immense, dominant des myriades de villages ruraux.

Mais le capitalisme ne veut toujours pas s'arrêter, et en fait, dans ce domaine comme dans tous les autres, il ne le peut pas. C'est même ce phénomène très important qui le définit. Ce sont en effet les mesures quantitatives qui comptent, et non les étiquettes qualitatives, politiques et propagandistes. Tout ce qui réduit l'espace de l'homme est capitalisme.

La cité radieuse

Il y a eu en effet quelqu'un qui a pensé et — malheureusement — fait encore mieux : c'est le sieur Charles-Edouard Jeanneret de Genève, architecte de son métier. Mais qui est donc ce monsieur ? Un instant, vous le connaissez aussi : les grands hommes changent leur nom, et le nom sous lequel celui-ci est connu dans le monde entier est *Le Corbusier*.

Le citoyen Le Corbusier fait partie de cette catégorie d'intellectuels compagnons de route qui constitue à elle seule un phénomène suffisant pour vous dégoûter des gros partis qui s'appelaient naguère prolétariens et communistes. On dit en effet grand bien de lui et, qui pis est, de ses théories et de ses méthodes, dans la presse soviétique et dans tous les journaux et revues qui en sont la projection dans le monde, comme on disait d'ailleurs autrefois grand bien de lui dans la presse fasciste et nazie. En outre on encourage les imitations

et les applications de son style, dont certaines font les charmes de l'immense Moscou, fille de dix types différents d'organisation humaine, qui s'étend souverainement sur des espaces grandioses et dont, qui plus est, la force de domination résida toujours dans la distance et l'espace, la construction basse et espacée dont l'incendie arrêta la vague empoisonnée du capitalisme en culbutant Bonaparte dans la Bérézina.

Aujourd'hui, Moscou ne peut faire moins que de rivaliser avec New York. Mais gratte-ciel et paranoïa à la Le Corbusier ne sont pas la même chose. Il ne faut pas croire que les douze millions de New Yorkais sont plus à l'étroit, dans leur constellation urbaine, que les Londoniens, malgré la hauteur supérieure des édifices. Dans un bâtiment de trente étages, en tout premier lieu, la proportion entre les appartements et les bureaux n'est pas de 1 à 3 mais de 1 à 10 ou 20 ; la hauteur maximum n'est atteinte que dans un étroit clocheton, les rues sont au moins dix fois plus larges que dans les villes typiques du XIX^e siècle européen dont nous avons calculé plus haut les « indices » d'entassement, chaque habitant a à sa disposition un petit appartement et non deux tiers de pièce, et ainsi de suite ; si bien qu'en fin de compte la densité n'est pas supérieure à 20 000 habitants au kilomètre carré, tout en dépassant néanmoins sans aucun doute les 14 000 habitants au kilomètre carré du Grand Londres .

Nous avons lu une brillante description de l'édifice que Le Corbusier a conçu et fait construire à Marseille sous sa direction. L'auteur de l'article a quelques formules efficaces. Ainsi lorsqu'il, dit que dans les 330 cellules destinées à 1 600 locataires « l'espace est plus précieux que l'uranium », ce n'est pas une caricature, mais une manière cohérente de rapporter les doctrines corbusiennes : « Le Corbusier anticipe avec ses constructions le futur radieux de l'humanité *qui n'a pas de terre pour s'étendre à son aise* ». « Son architecture est une lutte angoissée contre le superflu, une course anxieuse *vers la conquête d'espace pour la vie* ».

Cependant, plus que les impressions et les jugements de valeur qui peuvent être influencés par les préjugés de celui qui écrit, ce qui compte pour nous, comme nous le disions, ce sont les chiffres. Et c'est ici — et non dans la question des rapports classe-parti qu'ils comprennent de travers — que certains peuvent apprendre ce que veut dire la transformation de la quantité en qualité.

Le principe de la surexploitation de l'espace aboutit à ces tendances extravagantes : *superposer* l'espace vert des jardins urbains (et demain, pourquoi pas, celui des champs de blé et de pommes de terre), les voies de communication et l'aire couverte des édifices, verticalement, sur un seul et même espace.

Verticalisme, tel est le nom de cette doctrine difforme ; le capitalisme est verticaliste. Le communisme sera « horizontaliste ». Pour la dictature impériale, Caius Julius avait conseillé de couper les têtes « des plus hauts coquelicots » (3), pour la dictature prolétarienne il conviendra de faire de même avec les têtes mais aussi avec les hautes constructions. Nous pouvons respecter un Michel-Ange ou un Bernin, voire des bourgeois comme Eiffel ou Antonelli, mais certainement pas ce « démocrate » de Jeanneret.

Hommes ou sardines ?

Donc, le premier prototype de ce qui n'est plus une maison mais une *unité d'habitation*, et qui devrait devenir un quartier adossé à un relèvement de terrain dans l'ensoleillée et méditerranéenne Marseille, repose sur 36 piliers nus, sous lesquels, étant donné qu'il n'y a pas de murs au rez-de-chaussée, passent la rue et un « jardin ». Les crétins en sont abasourdis, mais techniquement, cette « réalisation » (le grand mot des réactionnaires, pour qui chaque chose existe *prius in intellectu*, d'abord dans les têtes, plus ou moins tordues, et ensuite *in facto*, autrement dit dans la vile et passive matière) est à la portée de n'importe quel bon maître-maçon qui a en poche un manuel de 100 pages (le maître-maçon étant, lui, respectable). Ce rectangle posé sur ses 36 piliers, nous l'évaluons à 800 mètres carrés environ : si quelqu'un y trouve à redire, qu'il nous envoie le plan et l'élévation. Au-dessus de la hauteur, vide, du rez-de-chaussée, on a non pas neuf étages, mais *neuf routes* ou couloirs, sur lesquels donnent les appartements-cellules, où chaque décimètre cube est étudié de manière à servir de meuble, d'ustensile et, en dernier lieu, d'espace à l'usage de l'habitant, lequel doit bien se garder de dépasser les mesures du plan. Nous aussi, nous sommes tentés de faire de l'ironie en décrivant la salle opératoire prévue pour retailler les individus trop longs ou trop larges...

Les cellules sont donc au nombre de 330 sur neuf étages, destinées à 1 600 habitants soumis à un règlement sévère pour l'utilisation de l'espace individuel et des espaces communs. Ne nous étendons pas sur les aspects de l'installation et de la vie des habitants de cet ouvrage, que le journaliste cité plus haut s'amuse à appeler *pénitencier doré, grande baraque grise, et vaisseau fantôme*. Retenons ce chiffre : d'après le projet, il y a 1 600 habitants. Faire tenir 1 600 crétins sur 800 mètres carrés cela signifie être descendu de 10 mètres carrés couverts par habitant à un demi-mètre carré ! Mais soyons prudents, et supposons que les *unités* ne seront pas toutes des unités d'habi-

(3) Expression italienne équivalente à nos « gros bonnets ».

tation, qu'il y aura des unités affectées au travail et aux services publics et que donc l'habitant occupera un espace d'un mètre et demi (entendons-nous bien : il y a neuf étages, pour parler selon l'ancienne manière, et dans l'habitation elle-même chacun a pour bouger, lui et les divers meubles et appareils, environ 5 mètres carrés — la dimension d'un petit débarras).

On pourrait arriver ainsi à 650 000 personnes au kilomètre carré ; mais si on compte 30 pour cent pour les rues et les places — en supposant que la lumière artificielle et l'air conditionné ne permettront quand même pas de mettre les divers parallélépipèdes directement en contact l'un avec l'autre, en bouchant entrées et fenêtres — on descend à 400 000 habitants au kilomètre carré. Si on prévoit même de vastes espaces vides et des parcs, Le Corbusier, excellent entasseur, aura quand même réussi à faire tenir 200 000 bipèdes sur un kilomètre carré.

La nature a donc donné à l'espèce humaine assez de terre pour que nous soyons vingt au kilomètre carré.

La civilisation et l'histoire ont voulu, elles, que dans les nations avancées on commençât à se serrer dix fois plus : disons quand même qu'on peut parler de progrès.

Mais le type urbain d'organisation a établi que les hommes les plus riches et les plus avancés en culture et en sagesse se réuniraient dans les villes, où ils seraient *mille fois* plus à l'étroit !

La manie capitaliste d'amasser les hommes-sardines ne s'est pas arrêtée là ; les Le Corbusier, qui se bouchent volontairement les yeux, nous ne disons pas sur les déserts inhabités comme il peut y en avoir au Canada ou en Australie, mais sur les étendues de champs aux moissons verdoyantes qui seuls sont à l'origine de cette *vie* à la plénitude de laquelle ils prétendent pourvoir, veulent en entasser encore au moins dix fois plus. En faisant ainsi subir aux vivants une densité dix mille fois supérieure à la moyenne de la terre, peut-être pensent-ils que de tels rapports contribueront à la multiplication des fourmis humaines !

Celui qui applaudit à de telles orientations ne doit pas seulement être tenu pour un défenseur de doctrines, d'idéaux et d'intérêts capitalistes mais pour un complice des tendances pathologiques du stade *suprême* du capitalisme en putréfaction et en dissolution, qui, à force de faire l'apologie de sa science et de sa technique et à force de vanter leur aptitude à vaincre tous les obstacles, fonde les villes sur leurs propres excréments (comme disait Engels) et entend organiser la vie des hommes de manière si « fonctionnelle » que l'habitant de ce système ultra-rationnel finira par ne plus distinguer la baignoire de l'égoût.

La lutte révolutionnaire pour la destruction des épouvantables agglomérations tentaculaires peut être ainsi définie : oxygène communiste contre cloaque capitaliste. Espace contre ciment.

La course à l'entassement n'est pas due au manque d'espace. Malgré la proliféricité humaine, fille elle aussi de l'oppression de classe, l'espace abonde partout. Ce qui provoque la course à l'entassement, ce sont les exigences du mode de production capitaliste qui inexorablement pousse toujours plus loin sa prospection du travail dans des masses d'hommes.

H I E R

L'économie sur le « capital constant »

Comme nous n'écrivons pas pour nous plonger dans l'ivresse de l'esprit créateur mais parce que nous sommes au service d'une œuvre de parti, il nous faut comme d'habitude faire une pause pour prouver que nous ne sommes pas en train de lancer un discours nouveau, ni même de découvrir une nouvelle loi de l'histoire, mais que nous marchons fermement sur les traces de la doctrine établie.

Après avoir décrit dans le Livre I du *Capital* le procès de production capitaliste qui, tout en étant situé dans le cadre plus vaste de l'histoire et de la société, présente avant tout le rapport de classes entre capitalistes et ouvriers à l'intérieur de l'entreprise, après avoir étudié dans le Livre II la circulation du capital, autrement dit sa reproduction grâce à cette partie des marchandises fabriquées qui ne va pas à la consommation directe mais constitue les instruments de la production ultérieure, Marx étudie dans le Livre III, qui est inachevé, « le mouvement du capital considéré comme un tout », qui conduit aux « formes concrètes », telles qu'on les rencontre réellement dans la société, dans « l'action réciproque des divers capitaux, dans la concurrence et dans la conscience ordinaire des agents de la production » (4). L'exposé devait finir, à l'évidence, par des chapitres où aurait été traitée, comme nous l'avons souvent dit, la question de l'action « politique » des classes en lutte et de la conscience de l'action de classe, en tant qu'effet et superstructure finale de tout le reste.

Dans le chapitre V du Livre III, avant d'établir la loi de la chute tendancielle du taux de profit moyen, Marx étudie un point de première importance : *L'économie dans l'emploi du capital constant*.

Dialectiquement (c'est l'un des points que Staline a mal rapportés, sinon mal vus, dans son fameux texte), le capital, comme chaque

(4) *Le Capital*, Livre III, chap. I. Editions Sociales, Paris, 1957, tome VI, p. 47.

capitaliste, fait tout pour élever son profit et donc également le taux de son profit (5). Ce n'est que si elle voulait ou pouvait s'opposer aux découvertes et aux inventions qui augmentent la productivité du travail humain, que la société capitaliste réussirait à éviter la chute du taux de profit, en accroissant démesurément le nombre des prolétaires exploités sans que la consommation augmente continuellement (cf. *Dialogue avec Staline*, troisième journée). Mais ne pouvant faire cela, le capital lutte avec d'autres moyens pour retarder et freiner la chute du taux de profit, une chute que l'accumulation et la concentration rendent néanmoins tout à fait compatible avec l'augmentation illimitée de la masse totale des profits et du profit de chaque entreprise.

Dans chaque entreprise le profit du capital est donné par la différence entre le prix de vente de toutes les marchandises produites (en un an, par exemple) et leur coût, ou coût de production. Le capital cherche donc à vendre à un prix élevé et à réduire les coûts de production. Plus loin, Marx traitera de l'effet des variations des prix de marché ; pour le moment, il traite des coûts de production.

Dans la théorie marxiste, le coût de production se divise en deux parties : le capital variable, qui est la dépense avancée pour tous les salaires et traitements, et le capital *constant*, c'est-à-dire les sommes dépensées pour acquérir les matières premières et assurer en permanence le bon fonctionnement des installations, des machines, etc. Nous ne parlons pas ici du moyen évident d'accroître le profit qui consiste à abaisser les salaires, et d'ailleurs ce n'est pas là la tendance générale du capitalisme, du moins dans la période qui suit les décennies d'exploitation la plus féroce. Historiquement, le salaire de l'ouvrier augmente en chiffres courants et même en valeur constante exprimée en monnaie non dévaluée, par exemple en livres ou en dollars de 1914 ; mais si on le mesure en temps de travail social moyen, il *diminue*, même si le niveau de vie ouvrier a *augmenté*, parce que l'accroissement de la productivité du travail, sur le plan technique, a fait baisser la *valeur*, sinon le *prix*, de toutes les marchandises que l'ouvrier consomme. Mais ceci est une question que nous aborderons plus tard.

Pour le moment, supposons que le prix de vente et le prix des salaires restent inchangés : il est évident que le capital va s'efforcer de réduire le coût de la partie *constante* du capital dépensé. Non seulement il existe divers moyens d'atteindre cet objectif, mais c'est

(5) Dans ses *Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, Staline soutenait qu'il était faux que « la loi du taux moyen du profit » (sic) soit « la loi fondamentale du capitalisme actuel », car « l'actuel capitalisme de monopole ne demande pas le profit moyen, mais le maximum de profit ». En conséquence, la « loi fondamentale du capitalisme actuel » devenait celle du « profit maximum ». La thèse de Staline (qui trahit une piètre compréhension de la théorie marxiste), a été réfutée dans notre texte *Dialogue avec Staline*.

une tendance décisive de l'économie capitaliste que d'aller dans ce sens.

Marx laisse de côté un premier moyen : l'allongement de la journée de travail à salaire égal (et même si le salaire augmente en proportion, ou encore si les heures supplémentaires sont payées plus cher). Dans ce cas en effet, si l'on n'économise pas, évidemment, sur les matières premières, on fait des économies dans l'utilisation des machines et des bâtiments en abrégant la durée de la « rotation », c'est-à-dire la durée du cycle de production qu'ils permettent d'effectuer. Notons qu'un moyen auquel le capitalisme recourt fréquemment pour obtenir une telle économie est d'instaurer des tours de travail continu, ce qui en plus, par exemple en empêchant le refroidissement des fours, fait gagner des calories, et donc du profit.

Parasitisme en trois personnes

Mais même en supposant que les ouvriers réussissent à refuser tout accroissement, même rétribué, du temps de travail, il existe trois autres moyens pour diminuer la dépense de capital constant :

1° - Agrandir ou regrouper les entreprises. Le fait même d'associer des travailleurs auparavant isolés — même si aucune modification n'est apportée à la technique du travail — aboutit à une énorme économie : construction d'un lieu de travail unique, économies sur l'éclairage, le chauffage, et autres frais généraux, etc. Ainsi, même si les outils manuels restent les mêmes, d'innombrables petites forges disséminées représentent une énorme dispersion de chaleur par rapport à une seule grande forge servie par une armée de forgers ; et l'on peut penser à des centaines d'autres exemples. « Toutes ces économies, qui tirent leur origine de la concentration des moyens de production et de leur utilisation massive, supposent comme conditions essentielles l'entassement des ouvriers et leur coopération, donc une combinaison sociale du travail. Partant, elles découlent du caractère social du travail tout autant que la plus-value est issue du surtravail de chaque ouvrier individuel, pris en soi, isolément » (6).

2° - La récupération des rebuts, des déchets de toute production, qui deviennent ainsi matière première pour d'autres transformations (sous-produits) dans la mesure où ils sont désormais disponibles en grande quantité, alors que dans le cas de la petite production ils étaient purement et simplement jetés. Voilà une source d'économie sur les dépenses de production, et donc une source de profit capitaliste qui elle aussi résulte uniquement du caractère social pris par le travail.

(6) *Le Capital*, Livre III, *op. cit.*, p. 98.

3° - Le perfectionnement technique dû aux nouvelles inventions, à l'introduction de nouvelles machines, etc., dans les *entreprises d'autres secteurs* qui produisent à un prix inférieur les matières premières, les machines, les installations nécessaires à l'*entreprise en question*. Un progrès dû au fait même de la production en masse, qui stimule l'intelligence humaine et l'incite à résoudre des problèmes techniques que la petite production ne se posait même pas car elle n'en avait pas besoin, produit donc, ici encore, un bénéfice, non pas social, mais à l'avantage du capital. « Ce dont le capitaliste tire profit dans ce cas, c'est encore d'un gain qui résulte du travail social, même s'il n'est pas le produit des ouvriers qu'il exploite lui-même directement. Ce développement de la productivité du travail s'explique toujours en dernière analyse par le caractère social du travail mis en action ; par la division du travail à l'intérieur de la société ; par le développement du travail intellectuel, notamment des sciences de la nature. Le capitaliste profite, dans ce cas, des avantages de tout le système de la division sociale du travail. C'est le développement de la force productive du travail dans un secteur extérieur, celui qui lui fournit des moyens de production, qui fait subir au capital constant employé par le capitaliste une baisse de valeur relative et donc provoque une augmentation du taux de profit » (7).

C'est sur ces citations essentielles qu'il faudrait inviter à réfléchir les camarades, même parmi les meilleurs, qui réduisent l'antagonisme des intérêts au simple duel entre le capitaliste et son ouvrier, au salaire plus ou moins élevé qu'il lui paye, et qui enferment ainsi cet antagonisme dans le cadre de l'entreprise tout au plus. L'antagonisme entre les classes sociales se fonde en fait sur une tout autre appropriation : celle que le capital réalise sur une échelle bien plus vaste en s'emparant, au profit de sa propre domination, de *tous* les fruits de l'amélioration du rendement *social*, qui résulte de la combinaison des travailleurs et de la diminution du temps de travail moyen contenu dans les produits. Si l'on supprimait la plus-value directe, l'ouvrier pourrait ne travailler que 6 heures au lieu de 8 ; mais si l'on tient compte de l'augmentation du rendement social, avec l'élimination de tout le gaspillage dû autrefois à la production parcellaire, et les grandioses inventions techniques, on ne devrait travailler qu'une heure par jour.

Où il faut frapper

C'est justement le domaine de la plus-value qui sera enlevé au capitaliste, mais sans être pour autant donné à l'ouvrier, car il devra, avec elle, contribuer aux services généraux. La conquête ne se situera donc pas là, mais dans l'organisation sociale : celle-ci ne sera plus

(7) *Op. cit.*, pp. 100-101.

orientée vers le profit du capital, mais vers *l'amélioration des conditions d'existence du travail vivant*. Dans la société socialiste, en vérité, le travailleur fournira seulement à la société un juste « surtravail » ; son « travail nécessaire » sera réduit en raison de l'augmentation de la puissance technique, en raison des dix esclaves d'acier dont chacun d'entre nous pourrait disposer aujourd'hui, alors qu'il y a un siècle nous n'en avions aucun.

Aujourd'hui au contraire, le système capitaliste considère que toutes ces ressources infinies sont inhérentes au capital, qu'elles sont des vertus propres au capital et que le travailleur est complètement étranger aux *conditions de réalisation du travail*. Le capitaliste, comme les marxistes imparfaits, voit dans le montant du salaire « la seule transaction » entre lui et son ouvrier. Celui-ci n'aurait donc pas à s'intéresser aux économies faites sur le capital constant, mais uniquement à celles que l'on tenterait de faire sur le capital variable, sur l'argent dépensé pour son mois. En fait, pour économiser sur tout, le capital économise avant tout sur la sécurité et l'hygiène des conditions humaines du travail. Ce qui nous reconduit à notre thème : ville et campagne, ciment et espace, égoût et oxygène. « Cette économie va jusqu'à bourrer d'ouvriers des pièces étroites et malsaines, ce qui, en langage capitaliste, s'appelle économiser des bâtiments ; entasser des machines dangereuses dans le même local et négliger les moyens de protection contre le risque d'accident ; ne pas prendre de mesures de sécurité dans les procès de production insalubres de par leur nature ou périlleux comme dans les mines, etc. Sans parler de l'absence de toute installation pour rendre humain, agréable ou seulement supportable à l'ouvrier le procès de production. Du point de vue capitaliste, ces dépenses constitueraient un gaspillage inutile et déraisonnable. En dépit de sa ladrerie, *la production capitaliste est d'ailleurs fort gaspilleuse de matériel humain*, tout comme d'ailleurs, par sa méthode de répartition des produits par le commerce [*ohé, Moscou, vous entendez ?*] et sa façon d'organiser la concurrence, elle dilapide énormément de moyens matériels, perdant d'un côté pour la société ce qu'elle gagne de l'autre pour le capitaliste individuel » (8).

De ce puissant chapitre du *Capital*, d'essence programmatique (à ne pas lire chez le coiffeur où il vaut mieux réclamer le dernier numéro de *Sélection*), nous ne citerons maintenant que la conclusion : « Tout établissement fondé sur de nouvelles inventions [entraîne des frais bien plus élevés] si on les compare à ceux d'établissements ultérieurs surgissant sur ses ruines. Cela va si loin que les premiers entrepreneurs font souvent faillite et que ce sont seulement leurs successeurs, à qui échoient à bon compte, bâtiments, machines, etc., qui font fortune. De là vient que ce sont la plupart du temps les capitalistes financiers

(8) *Op. cit.*, p. 105.

les plus nuls et les plus minables qui tirent le plus grand profit de tous les nouveaux développements du travail général de l'esprit humain et de leur utilisation sociale par la combinaison du travail » (9).

Telle est la description, digne du ciseau de Michel-Ange, et faite par avance, de ce siècle maudit qui déroule ses fastes dans le culte de la bête triomphante.

AUJOURD'HUI

Inflation de techniques

Si de petites lois réformistes ont changé quelque chose dans l'organisation de l'usine en imposant au capitaliste certaines dépenses de sécurité, qu'il récupère au centuple par ailleurs, le concept de Marx cité plus haut est particulièrement efficace si on l'applique à l'« urbanisme ». *Economiser les faux-frais*, c'est le motif criminel que le capitaliste fait régulièrement valoir avec suffisance, et auquel fait écho la stupidité des opposants de carton-pâte payés pour jouer le même air ; pour *économiser les faux frais*, on entasse à côté des grandes villes, dans les grandes villes mêmes, au milieu des habitations dont la densité croît à un rythme effréné et des usines fréquemment collées à ces habitations ou « entourées » par elles du fait de la croissance incessante de la population et de l'urbanisation, des dépôts de substances nocives, d'explosifs et d'engins de guerre, à cause surtout de l'accumulation dans les zones urbaines des gares de triage et de dépôt, des ports, des aéroports et autres services. Les accidents qui en résultent font partie de la chronique quotidienne, une chronique qui prend une tournure particulièrement sadique en ce début d'année 1953 où l'on a enregistré toute une série de catastrophes qui malheureusement ne s'arrêteront pas là. Cette situation est favorisée par la légèreté et le je-m'en-foutisme des bureaucraties techniques qui s'accroissent de façon effrayante d'une guerre à l'autre. D'ailleurs la guerre elle-même ne paraît plus si dangereuse lorsque la production et la vie sont déjà sanglantes. L'on ne comprend pas que la seule mesure pour contre-carrer cette tendance est de décongestionner, d'interposer entre les différents services des distances plus grandes et, pour le moins, de stopper l'implantation de nouveaux monstres au cœur des centres habités et des zones industrielles. La leçon des bombardements en tapis et des *coventrisations* (10) n'a vraiment servi à rien.

Le capital libéra les serfs que le féodalisme clouait à la terre ; mais si le servage était un grave affront à la dignité humaine, c'était en

(9) *Op. cit.*, p. 122.

(10) Allusion aux bombardements massifs sur les villes inaugurés au cours de la Deuxième Guerre mondiale, et dont la cité anglaise de Coventry fut l'une des premières victimes.

revanche une excellente formule, par exemple, pour maintenir uniforme la densité territoriale en France. Les serfs étaient forcés de rester sur place, mais en des lieux où ils pouvaient manger et dormir et avoir de l'espace autant que nécessaire. L'urbanisation répondit aux exigences de l'extension des manufactures et de la conquête historique du « travail associé ». Tant que le lieu de production consistait en un immense local avec un *poste* pour chaque artisan, il est clair qu'il n'y avait rien d'autre à faire et que l'entassement d'innombrables ouvriers dans un espace réduit, pour travailler, habiter et vivre, permettait de produire une richesse bien plus grande. Quand on eut donné au salarié un niveau de vie dépassant d'une miette celui de l'artisan et du paysan, la masse énorme du bénéfice servit avant tout à agrandir et embellir les villes : alors que dans l'ancien régime un palais royal suffisait, dans le nouveau régime la classe dominante eut besoin d'une centaine d'endroits différents pour effectuer ses opérations et pour se divertir.

Mais les innombrables inventions techniques qui ont suivi n'ont certainement pas conduit par la suite à l'entassement d'une quantité toujours plus grande de travailleurs dans peu d'espace. Bien au contraire. Si nous cherchions un indice de « densité technologique », déterminé par le nombre d'ouvriers qui doivent être réunis en un lieu donné pour une production donnée, nous verrions que la loi générale est une tendance à la diminution de cette densité.

Dans l'industrie mécanique, l'utilisation de machines automatiques ou actionnées à distance par un nombre très réduit de techniciens qui manœuvrent des tableaux de commande a permis de simplifier une quantité énorme d'opérations qui autrefois étaient exécutées par des groupes de travailleurs manuels et par une gamme d'ouvriers spécialisés. En proportion, la superficie des usines Fiat a augmenté bien plus que le nombre des ouvriers, et l'augmentation de la production a été plus grande encore.

Marx avait déjà pu décrire la révolution qui suivit le remplacement du métier manuel par le métier mécanique dans l'industrie textile, qui entraîna une chute brutale du nombre des travailleurs pour une même quantité de fuseaux. Dans la minoterie, on a aujourd'hui des moulins mécaniques où tout l'outillage obéit à un seul opérateur, depuis le déversement du blé dans les trémies jusqu'à la sortie des sacs de farine. Et ainsi de suite.

Même sur la terre arable, quand le tracteur remplace la bêche ou la charrue tirée par des bêtes, il y a une baisse énorme du nombre des paysans pour une même ferme et pour une même superficie de terrain cultivé.

Enfin on peut donner un autre exemple tiré de la navigation. A l'époque des trirèmes et des galères, un navire de quelques dizaines de

urbaines, contre un *statu quo* économique et politique qui retarde le puissant développement des forces productives continentales, et dont la persistance ne peut qu'aggraver les maux dont souffre tout le continent : les processus de dilapidation des ressources naturelles, d'abandon en masse de la terre pourtant si fertile, et de déséquilibre croissant entre ville et campagne.

Ces masses devront affronter les forces qui représentent et défendent le *statu quo* : l'impérialisme, la classe des propriétaires fonciers et la bourgeoisie latino-américaine, aussi rapace et contre-révolutionnaire que congénitalement impuissante à accomplir ce qui a été, sur d'autres continents, l'unique justification historique de la classe capitaliste : l'expansion vigoureuse des forces productives modernes, précédée par la lutte pour faire sauter les entraves à leur développement.

Ni la paysannerie, ni les couches semi-bourgeoises urbaines ne sont des forces révolutionnaires *socialistes*. Dans de vastes régions latino-américaines, l'avènement de cette révolution permettra d'aplanir la voie de la lutte pour le socialisme, car elle favorisera la différenciation des classes aussi bien au sein de la paysannerie, en impulsant le développement d'un prolétariat agricole enfin libéré des rapports pré-capitalistes, qu'au sein des masses urbaines, en ouvrant la voie de la transformation d'une partie de ces masses en un véritable prolétariat.

Dans la perspective de la révolution en permanence, la classe ouvrière doit lutter — dans la mesure de ses forces, bien sûr, qui peuvent varier d'un pays à l'autre selon le niveau de développement capitaliste atteint — pour soulever et entraîner sous sa direction les masses travailleuses paysannes et urbaines dans la révolution *agraire et anti-impérialiste*, qui n'est pas *sa propre* révolution de classe, mais une condition *nécessaire* (bien que non encore suffisante) sur la voie de son émancipation, et qui sera d'autant plus *radicale* qu'elle pourra être dirigée par le prolétariat. Sur la lancée du développement capitaliste, le prolétariat de tel ou tel pays latino-américain relativement avancé pourra, dans l'hypothèse la plus favorable (compte tenu de facteurs non seulement internes mais *internationaux*), faire *sa propre* révolution et prendre le pouvoir. En tout état de cause, l'émancipation de la classe ouvrière latino-américaine ne sera pas le produit de son alliance insurrectionnelle avec les classes intermédiaires qu'elle devra libérer du poids d'un passé périmé, mais de son union révolutionnaire la plus étroite avec le prolétariat mondial, à la lutte duquel elle devra contribuer en assénant ses coups à l'impérialisme US, pilier de la contre-révolution américaine et mondiale. C'est cette solide unité dans la lutte révolutionnaire, reposant sur la centralisation politique internationale du Parti Communiste sans frontières, qui permettra, la victoire une fois acquise dans les métropoles de l'impérialisme, de brûler les étapes du développement économique et social en intégrant l'Amérique latine dans le « plan mondial unique » des transformations qui ouvriront la voie au socialisme.

Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine

L'étude des bases économiques et sociales des antagonismes entre les forces productives et les rapports de production en Amérique latine est la condition indispensable d'une analyse matérialiste de la dynamique des classes et de la portée objective des transformations révolutionnaires dans cette aire géo-historique. L'objet de la présente étude (qui devra être complétée par l'étude des structures agraires, ainsi que par celle de la pression exercée par l'impérialisme sur cette aire) est d'analyser les tendances profondes du développement économique et social de l'Amérique latine, ce qui nous permettra en même temps de réfuter les théorisations non seulement du stalinisme, mais aussi du populisme latino-américain.

Boom démographique et développement industriel

L'Amérique latine a connu au XX^e siècle une formidable explosion démographique. De 87 millions d'habitants en 1920, sa population est passée à 313 millions en 1976 (tableau 1), c'est-à-dire qu'elle a été multipliée par 3,6. Au Vénézuéla le nombre d'habitants a été multiplié par 5, au Mexique par 4,2, au Brésil et en Colombie par 3,9, au Pérou par 3,2, en Argentine et au Chili respectivement par 2,9 et 2,7. A l'échelle mondiale, ces chiffres signifient que l'aire latino-américaine est celle où la croissance démographique a été depuis 1920 la plus rapide, avec un accroissement de 256 % ; viennent ensuite l'Afrique (+ 169 %), l'Océanie (+ 145 %), l'Asie (+ 117 %), l'Amérique du Nord (+ 102 %) la Russie (+ 63 %), et enfin l'Europe (+ 46 %). Au total, la population de l'Amérique latine, qui ne représentait que 4,8 % de la population mondiale en 1920, en représente maintenant (1976) plus de 8 %.

TABLEAU 1 - POPULATION D'AMERIQUE LATINE

Millions	1920	1940	1960	1976
Brésil	27,4	41,2	70,3	107,2
Mexique	14,5	19,8	36	60,2
Argentine	8,9	14,2	20,9	25,4
Colombie	6,1	9,1	15,9	23,5
Pérou	4,9	6,7	10	15,6
Vénézuéla	2,4	3,7	7,7	12
Chili	3,8	5,1	7,7	10,3
Autres pays	15,6	22	34,7	49,4
TOTAL	86,6	126,4	210	312,9

Sources : CEPAL, Estudio Económico de América Latina (EEAL), 1968 ; ONU, Bulletin mensuel de statistiques (BMS).

Ce *boom* démographique s'est accompagné d'une émigration accélérée des masses paysannes vers les grands centres urbains, et de la naissance d'une industrie moderne dans certains pays du continent.

Le développement économique a provoqué dans un certain nombre de pays de profondes transformations, qu'illustre le poids croissant de l'industrie manufacturière dans le Produit Intérieur Brut des principaux Etats ; ainsi entre 1929 et 1970 (voir tableau 2), la part de l'industrie manufacturière dans le PIB a *grosso modo* triplé en Colom-

TABLEAU 2 - PART DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE
DANS LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

en %	1929	1950	1970	1980
Brésil	11,7	16,5	22,8	25,3
Mexique	14,2	21	22,6	27
Argentine	22,8	27	31,1	35,3
Colombie	6,2	14,2	17,3	18,6
Pérou		14,6	17,7	22,6
Vénézuéla		14	19	15
Chili	7,9	16,7	23,2	25,2

Sources : CEPAL, EEAL, 1963, 1969, 1973, 1975 ; INDEC, Anuario Estadístico de la República Argentina, 1973 ; Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud (BFIAS), Etudes économiques, n° 6, 1972 ; CEPAL, El proceso de industrialización en América Latina, Anexo Estadístico.

bie et au Chili, et doublé au Mexique et au Brésil ; dans quatre pays, elle dépassait en 1970 25 % du PIB, atteignant même 35 % en Argentine. Le Brésil, qui produisait à peine plus d'un million de tonnes d'acier en 1955 et 3 millions de tonnes en 1965 en produisait 8,3 millions de tonnes en 1975 ; le Mexique respectivement (pour les mêmes années) 0,5, 2,4 et 5,2 millions de tonnes ; l'Argentine, dont la production d'après-guerre était insignifiante, en produisait en 1975 plus de 2 millions de tonnes.

Certes, la comparaison de la production locale de certains produits industriels de base avec celle des nations à développement plus ancien fait évidemment ressortir un *retard industriel* relatif de l'Amérique latine. Ainsi par exemple (voir chiffres du tableau 3) l'Australie, avec une population 8 fois plus faible que celle du Brésil, produisait en 1975 des quantités d'acier, d'acide sulfurique et d'électricité tout à fait comparables à ce dernier ; ou encore l'Italie, avec une population légèrement inférieure à celle du Mexique, produisait des quantités très largement supérieures.

Les chiffres montrent cependant la constitution progressive d'une industrie lourde dans l'aire latino-américaine ; ainsi, la part de cette industrie (sidérurgie, métallurgie, chimie, construction électrique, construction de matériel de transport), dont l'accroissement caractérise le développement capitaliste, dans la production manufacturière totale, est passée en Argentine de 24 % en 1950 à 57 % en 1973 ; au Brésil, pour

TABLEAU 3 - PRODUCTION D'ACIER, D'ACIDE SULFURIQUE ET D'ELECTRICITE (1975)

	Population (millions)	Acier (millions de t.)	Acide sulfur. (millions de t.)	Electricité (milliards Kwh)
Brésil	107,2	8,3	0,7	78,1
Mexique	60,2	5,2	1,9	43,3
Argentine	25,3	2,2	0,2	24,5
Colombie	23,5	0,3		13,2
Chili	10,3	0,4		8,8
Hongrie	10,5	3,7	0,6	20,4
Australie	13,5	8,0	1,8	73,9
Canada	22,8	13,0	2,7	272,6
Espagne	35,3	11,1	2,3	81,4
Italie	55,8	21,8	3,0	144,8

Sources : ONU, BMS.

la même période, de 18 % à 45 % ; au Mexique, elle est passée de 40 % en 1960 à 46 % en 1970, tandis qu'au Vénézuéla elle n'atteignait encore que 22 % en 1973 (1). Inégal, plus ou moins rapide selon les pays, le développement du capitalisme industriel en Amérique latine est dans l'ensemble incontestable.

Faible poids social des activités industrielles

Mais malgré ce développement économique, le poids *social* des activités industrielles reste faible. C'est ce qu'on constate en comparant le poids social de l'industrie de transformation dans les trois principaux pays d'Amérique latine (Argentine, Mexique, Brésil) avec la situation de quelques pays européens.

L'Argentine, avec une population active de 9 millions de personnes en 1970, en employait 1,8 million dans l'industrie ; à titre de comparaison, la Belgique, la Hollande et la Suède, avec une population active totale qui s'élevait à 10,4 millions de personnes dans les années 1947-1950, en employaient 3,3 millions dans le même secteur (ce qui, pour une population active de la grandeur de celle de l'Argentine, correspondrait à 2,9 millions de personnes). Autre comparaison : la Pologne, qui avait en 1953 une population de 26,5 millions d'habitants et 6 millions de travailleurs *salariés*, employait 2,4 millions de salariés dans le secteur industriel ; pour l'Argentine en 1970 les chiffres correspondants étaient respectivement : 23,4, 6,4 et 1,45 (2).

Au *Mexique* en 1970, sur 13 millions de personnes actives, 2,2 millions étaient employées dans l'industrie de transformation ; à titre de comparaison, l'Espagne, avec une population active de 12,4 millions de personnes la même année, en employait 3,4 millions dans le même secteur (3).

(1) Chiffres tirés des sources suivantes : recensements industriels du Brésil, 1950 et 1960 ; *Anuario Estadístico do Brasil*, 1975 ; CEPAL, *EEAL*, 1975, et *Boletín Económico de América Latina*, vol. 14, n° 2, 1969 ; BFIAS, *Etudes économiques*, n° 6, 1972.

(2) INDEC, *Censo Nacional de Población*, Buenos Aires, 1970 ; Fourastié, « Migrations Professionnelles (1900-1953) », *Cahiers de l'INDEC*, n° 31.

(3) Mexique : *Censo nacional de Población*, 1970 ; Espagne : OCDE, *Statistiques de la main-d'œuvre*. Il est par ailleurs très instructif de comparer le Mexique de 1970 avec l'Allemagne de 1875. Avec une population totale du même ordre de grandeur (respectivement 49 et 42,6 millions d'habitants), le Mexique comptait 2,2 millions de personnes dans l'industrie manufacturière, alors que l'Allemagne du siècle dernier en comptait 4,1 millions. Dans les deux cas, le total de la population active travaillant dans l'industrie proprement dite (entreprises de plus de 5 travailleurs) était pratiquement le même : respectivement 1,4 et 1,3 million de personnes (*Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1880).

Enfin au *Brésil*, sur une population active de 29,6 millions de personnes en 1970, 3,2 millions de personnes travaillaient dans l'industrie manufacturière, soit un chiffre légèrement inférieur à celui de l'Espagne pour une population active 2,4 fois supérieure (4).

Il faut ajouter que le poids social de l'industrie *moderne* est encore plus faible que ne le suggèrent les chiffres que nous venons de citer. En effet, l'importance sociale de l'artisanat est très grande dans tous les pays latino-américains. Selon les estimations de la Commission Economique de l'ONU pour l'Amérique latine (CEPAL), la proportion de la population « industrielle » correspondant en fait à de l'artisanat était en 1960 de 36 % au Mexique, 42 % en Argentine, 43 % au Brésil, 46 % au Chili, 62 % au Pérou et 66 % en Colombie (5). Dix ans plus tard, ce pourcentage était encore de 25 % au Brésil et de 31 % au Mexique (ou 36 % si on considère comme artisanales les entreprises de moins de 5 travailleurs) (6).

Profil qualitatif de l'industrie manufacturière

Il est intéressant d'étudier la taille des entreprises en fonction du nombre de travailleurs employés dans les pays les plus avancés de la région. Les données disponibles datent de 1970 pour le Mexique, de 1964 pour l'Argentine et de 1973 pour le Brésil.

Comparons tout d'abord les deux premiers pays avec le Canada, c'est-à-dire avec un pays capitaliste développé qui employait en 1960 1,3 million de personnes dans l'industrie proprement dite (entreprises artisanales exclues), contre 1,5 million pour le Mexique en 1970 et 1,3 million pour l'Argentine en 1964. L'industrie mexicaine présente un degré de concentration de la force de travail inférieur à celui du Canada : 23,9 employés par entreprise en moyenne, contre 35,3 en 1960 pour le Canada et 54,4 en 1971. Cependant, si l'on compare l'industrie mexicaine en 1970 à celle du Canada en 1960 (tableau 4), on voit que la proportion de travailleurs employés dans des entreprises de plus de 500 travailleurs, tout en étant légèrement inférieure pour le Mexique, est du même ordre de grandeur. En ce qui concerne les entreprises moyennes (50 à 500 travailleurs), les chiffres sont très proches ; en ce qui concerne enfin les petites entreprises, elles ont un poids légèrement plus grand au Mexique. Malgré tout, le Mexique possède une industrie manufacturière relativement concentrée.

(4) Brésil : Recensement national de la population, 1970. A titre de comparaison, la France de 1866, qui comptait une population totale de 38 millions d'habitants et une population active d'environ 15 millions de personnes (soit la moitié de celle du Brésil en 1970) comptait 3,5 millions de personnes travaillant dans le secteur manufacturier (Toutain, « La population de la France de 1700 à 1959 », *Cahiers de l'ISEA*, janvier 1963).

(5) CEPAL, *El proceso de industrialización en América Latina*.

(6) Recensements nationaux de la population.

TABLEAU 4 - CONCENTRATION DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

	% des établissements	% des salariés
CANADA (1960)		
— moins de 50 salariés	84,7	22,5
— 50 à 500	11,8	44,6
— plus de 500	1,0	31,6
ARGENTINE 1964		
— moins de 50 salariés	97,6	49,7
— 50 à 500	2,2	30
— plus de 500	0,2	20,3
MEXIQUE (1970)		
— moins de 50 salariés	91,4	26,8
— 50 à 500	7,9	46,2
— plus de 500	0,7	27

Sources : Brouillette, Les Industries manufacturières du Canada. Recensement annuel des manufactures, 1971, Bulletin provisoire, statistique abrégée ; INDEC, Anuario Estadístico de la R. Argentina, 1973 ; IX Censo Industrial de los Estados Unidos Mexicanos, 1970.

La comparaison est beaucoup plus défavorable pour l'Argentine de 1964. Le nombre moyen de travailleurs par entreprise était de 9,2 ; 20,3 % seulement des salariés travaillaient dans des entreprises de plus de 500 salariés (contre 31,6 % au Canada), tandis que 30 % travaillaient dans des entreprises moyennes (contre 44,6 %). Le poids social des petites entreprises était très important : 49,7 % des salariés, alors que la proportion n'était que de 26,8 % au Mexique et de 22,5 % au Canada.

En ce qui concerne le Brésil, le développement de l'industrie moderne y est significatif, et les chiffres du tableau 5 montrent que sa situation peut se comparer de manière instructive à celle du Japon de 1934.

Développement de la classe ouvrière

L'industrie moderne a donné naissance à une classe ouvrière industrielle au Mexique, au Brésil et en Argentine, et a permis la constitution d'embryons en Colombie, au Chili et, dans une moindre mesure, au Vénézuéla et au Pérou (tableau 6). Le Brésil représente un exemple de fort développement relatif de la population manufacturière : celle-ci s'est en effet accrue de 47 % entre 1950 et 1960, et de 50 % entre 1960

**TABEAU 5 - L'INDUSTRIE DU BRÉSIL EN 1970
COMPAREE A CELLE DU JAPON EN 1934 :**

	Brésil 1970	Japon 1934
Population active (millions)	29,6	31,5
Ouvriers de l'industrie de transformation (millions)	2,1	2,2
Répartition des ouvriers selon la taille des entreprises (%)		
— 5 à 49 ouvriers	27,9	37,9
— 50 à 500	45,1	32,8
— plus de 500	26,8	39,3
Production d'acier (millions de tonnes)	5,4	3,9
Production d'électricité (milliards de Kwh)	45,4	19,9

Sources : Anuario Estadístico do Brasil, 1970 ; ONU, BMS ; Mitchell, Japan's Industrial Strength, 1942 ; Annuaire statistique de la Société des Nations, 1935-36.

et 1970. Au Mexique, les pourcentages correspondants sont de 85 % et de 38 %, ce qui traduit un accroissement rapide pendant la première décennie, suivi d'un ralentissement. En Argentine, toutes les sources indiquent une stagnation relative pendant la période 1950-1970. Selon une source autre que celle du tableau 6, l'accroissement n'aurait été

**TABEAU 6 - POPULATION ACTIVE DE L'INDUSTRIE
(entreprises de plus de 5 personnes)**

(milliers)	1940	1950	1960	1970
Brésil	815	1.114	1.644	2.449
Mexique	370	540	1.000	1.382
Argentine	605	955	960	
Colombie	110	170	245	292
Pérou	65	126	206	
Vénézuéla	53	80	156	
Chili	138	189	206	374

Sources : CEPAL, El Proceso de industrialización en América Latina, Anexo Estadístico ; Anuario Estadístico do Brasil, 1975. Derniers chiffres : 1968 pour la Colombie, 1967 pour le Chili.

**TABEAU 7 - PART DE LA POPULATION OUVRIERE DANS
LA POPULATION ACTIVE NON AGRICOLE**

		(1) Pop. active non agricole (milliers)	(2) Ouvriers d'industrie (milliers)	(3) = (2)/(1) en %
Brésil	1960	10.953	1.388	12,7
	1970	16.000	2.101	13,1
Mexique	1960	5.189	618	11,9
	1970	7.910	1.182	14,9
Argentine	1964	6.550	909	13,9
Colombie	1963	2.707	179	6,6
	1968	3.424	232	6,8
France	1845	6.500	1.000	15,4
	1861-65	7.607	1.783	23,4
Etats-Unis	1880	9.678	2.733	28,2
	1900	18.691	5.098	27,2
Italie	1901	6.394	1.412	22
	1911	7.286	2.172	30

Sources : CEPAL, *op. cit.* ; Anuario Estadístico do Brasil, 1975 ; VIII y IX Censos Industriales de los Estados Unidos Mexicanos, 1960, 1970 ; Colombie : Industria Manufacturera Nacional, 1968 ; H. Sée, Histoire économique de la France ; Toutain, « La population de la France de 1700 à 1959 », Cahiers de l'ISEA, janvier 1963 ; Kuznets - Miller - Easterlin, *Population Redistribution and Economic Growth (1870-1950)*, Philadelphie, 1957 ; *Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1970* ; Fossatti, *Lavoro e produzione in Italia*, Turin, 1951 ; Hildebrand, *Growth and Structure in the Economy of Modern Italy*, Cambridge, 1985. Les chiffres de la colonne (2) portent sur les entreprises de plus de 5 travailleurs sauf pour le Mexique et l'Argentine (toutes les entreprises) et la France (entreprises de plus de 10 travailleurs) ; chiffres partiels pour l'Italie.

que de 20 % en 20 ans (7). Au Chili, en Colombie, au Pérou et au Vénézuéla, on ne peut parler que des *débuts* de l'industrialisation et de l'apparition d'une classe ouvrière d'usine, étant donné que dans ce domaine la quantité a une importance capitale pour pouvoir se transformer en qualité, c'est-à-dire pour que le capitalisme industriel arrive à modeler la société moderne. Dans les autres pays, la situation est encore plus arriérée.

Nous avons vu que le poids social de l'industrie de transformation était en général relativement faible dans la population active *totale*. De même, le poids social du prolétariat industriel est extrêmement faible dans l'ensemble de la population active *non agricole*, (qui comprend, outre l'industrie, le commerce, les services, les transports, les administrations, etc.), y compris dans les trois pays les plus importants du point de vue industriel. C'est là un caractère distinctif de l'Amérique

(7) Estimation de la Banque Centrale d'Argentine, citée dans *Problemas Económicos Argentinos, diagnóstico y política*, Buenos Aires, 1974, p. 204.

**TABEAU 8 - PART DE LA POPULATION VIVANT DANS
DES VILLES DE PLUS DE 100.000 HABITANTS**

en %	1940	1970
Brésil	11	29
Mexique	10	27
Argentine	40	54
Colombie	8	34
Pérou	8	28
Vénézuéla	12	41
Chili	23	39

Sources : CEPAL, EEAL, 1968 et 1973. Premiers chiffres : 1947 pour l'Argentine, 1938 pour la Colombie.

latine contemporaine, comme nous allons le montrer en comparant sa situation avec celle de l'aire euro-américaine pendant sa première phase de développement industriel. Les données rassemblées dans le tableau 7 montrent qu'en Argentine, au Mexique, au Brésil et en Colombie, le poids du prolétariat d'industrie dans la population active non agricole était vers 1970 inférieur à celui du prolétariat en France vers le milieu du XIX^e siècle : respectivement 13,9 %, 14,9 %, 13,1 % et 6,8 %, contre 15,4 % pour la France en 1845 (la comparaison est d'ailleurs en réalité encore plus défavorable à l'Amérique latine car la statistique française de 1845 porte sur les entreprises de plus de 10 travailleurs, alors que les chiffres de l'Argentine et du Mexique portent sur *toutes* les entreprises). La faiblesse relative du prolétariat industriel en Amérique latine ressort encore plus nettement d'une comparaison avec les Etats-Unis de la fin du XIX^e siècle, ou même avec l'Italie des débuts du XX^e siècle : le poids social relatif des ouvriers d'industrie semble y être *grosso modo* de l'ordre du double de ce qu'il est aujourd'hui dans les pays les plus avancés industriellement de l'aire latino-américaine.

Urbanisation accélérée et précoce

Parallèlement à l'explosion démographique et au début de développement industriel, on constate dans tous les pays d'Amérique latine un très fort exode rural vers les zones urbaines, comme en témoignent les chiffres du tableau 8. Le processus d'urbanisation de la population s'est accéléré après la Deuxième Guerre mondiale. L'émigration des masses de la campagne vers les villes a été le résultat de facteurs économiques convergeant, dans certains cas, avec la violence ouverte exercée sur la paysannerie, comme au Brésil et en Colombie.

TABLEAU 9 - PART DE LA POPULATION ACTIVE AGRICOLE

en %	1840	1870	1900	1930	1950	1970
Grande-Bretagne	22	15	9	6	5	3
France		49	43	35	31	14
Allemagne			38	31	22	8
Etats-Unis		51	38	22	11	4
Japon			70	49	48	19
Italie		68	62	52	42	17
Brésil				68	60	44
Mexique				68	58	40
Argentine				36	26	15
Colombie					55	26
Pérou					56	41
Vénézuéla					41	21
Chili				38	30	25

Sources : British Labour Statistics, Historical Abstract, 1888-1968 ; Fourastié, *op. cit.* ; Toutain, *op. cit.* ; Sommario di Statistiche storiche dell'Italia, 1861-1975 ; Statistisches Bundesamt, *Bevölkerung und Wirtschaft, 1872-1972* ; Kuznets, *op. cit.* ; Recensements nationaux de la population, Argentine, Brésil, Mexique ; H. Kirsch, « El empleo y el aprovechamiento de los recursos humanos en America Latina », in CEPAL, *Boletín Económico de América Latina*, vol. XVIII, nos 1 et 2 ; OIT, *Annuaire des Statistiques du Travail*, années diverses ; H. Giliberti, *El desarrollo agrario argentino*, Buenos Aires, 1964.

A égalité de développement économique, on ne trouve pas d'équivalents de cette concentration de la population dans les villes grandes et moyennes dans les pays où le capitalisme a connu son développement classique. Des pays comme l'Argentine, qui possède une faible industrie ; comme le Chili et la Colombie, avec une industrie naissante ; ou comme le Vénézuéla, qui commence à peine un processus d'industrialisation, avaient proportionnellement, vers 1970, autant de population active non agricole que la Grande-Bretagne entre 1840 et 1870, c'est-à-dire à une époque où son industrie dominait le marché mondial (voir les chiffres du tableau 9, qui donnent les pourcentages de population active agricole ; ceux de la population active *non agricole* s'en déduisent immédiatement en complétant à 100). Des pays « en voie de développement » comme le Brésil et le Mexique possédaient en 1970 un pourcentage comparable à celui de l'Amérique du Nord en 1890, quand les Etats-Unis s'élevaient à la première place mondiale comme puissance économique. Enfin, des pays dépourvus d'une industrie digne de ce nom, comme le Pérou (ou l'Equateur) ont un pourcentage de population active non agricole du même ordre que celui de l'Italie en 1950.

TABLEAU 10 - REPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE

en %	Brésil (1971)	Argentine (1970)	Mexique (1975)	Colombie (1973)	Chili (1970)	Vénézuéla (1975)
Agriculture	44,4	14,7	40,9	25,9	21,2	18,6
Industrie (dont : manufact.)	17,5 11	27,9 19,6	23,8 17,8	15,4 11,4	24,5 15,9	24,7 15,4
Transports et communications	4,2	6,6	3	2,8	6,0	5,6
Commerce et services	31,3	40,8	31,9	25,2	38,8	47,4
Autres	2,9	10	0,4	30,4	9,5	3,7
Population active (millions)	29,5	9	16,6	5,9	2,6	3,7

Sources : OIT, op. cit., 1976 ; Anuario Estadístico do Brasil, 1973 ; INDEC, Censo de Población de la R. Argentina, 1970.

Nous pourrions multiplier les comparaisons purement *formelles* de ce type ; elles montreraient toutes, étant donné la capacité productive de l'industrie locale, l'hypertrophie « précoce » des concentrations urbaines. Cette hypertrophie s'exprime à son tour dans un cadre qui est typique de l'Amérique latine, et qui prend un caractère de plus en plus dramatique ; celui de la répartition *apparente* de la population active non agricole entre les différentes branches (industrie de transformation, mines, construction, services de base, commerce, services, transports et communications). Cette répartition (voir tableau 10) traduit une nette prééminence des branches « commerce » et « services » par rapport à l'industrie manufacturière.

Au *Brésil* en 1970, cette dernière absorbait 11 % de la population active totale, tandis que les secteurs du commerce et des services en représentaient 31,3 %. En *Colombie* (1973), les proportions étaient respectivement de 11,4 % pour l'industrie et 25,2 % pour le commerce et les services ; au *Pérou* (1972) de 12,5 % et 29,3 % ; au *Vénézuéla* (1975) de 14,4 % et 47,4 % ; au *Chili* (1970) de 15,9 % et 38,8 % ; au *Mexique* (1975) de 17,8 % et 31,9 % ; enfin en Argentine (1970) de 19,6 % et 40,8 %.

Comme indice de cette évolution « pathologique » du développement économique et social latino-américain, et pour pouvoir la comparer à l'évolution des pays capitalistes de l'aire euro-américaine, nous prendrons pour chaque pays le rapport entre la population active industrielle (industries extractives, industries de transformation, construction) et le *total* de la population active *non agricole*.

**TABLEAU 11 - PART DE LA POPULATION ACTIVE INDUSTRIELLE
DANS LA POPULATION ACTIVE NON AGRICOLE**

en %	1841-45	1881	1901	1930	1950	1970
Grande-Bretagne	57	56	56	38	36	45
France	53		51	52	50	43
Allemagne		60		60	57	53
Etats-Unis		50	48	41	42	33
Japon				40	41	41
U.R.S.S.				40	54	51

Sources : voir tableau 9.

En *Argentine*, ce rapport a baissé de 39 % en 1947 à 33 % en 1970. En *Colombie*, il a également baissé de 38 % en 1951 à 21 % en 1973. Au *Brésil*, après avoir baissé de 33 % à 27 % entre 1950 et 1960, il est remonté à 31 % en 1970, ce qui signifie que les gigantesques injections de capital effectuées par l'impérialisme n'ont réussi à augmenter le poids de la population « industrielle » (manufacturière et artisanale) que de 4 %. Au *Chili*, ce rapport a baissé de 40 % en 1952 à 31 % en 1970. Enfin au *Mexique*, au *Pérou* et au *Vénézuéla*, il est resté apparemment stationnaire aux environs respectivement de 40 %, 32 % et 30 % pendant la dernière décennie (8). On remarque que dans tous les pays sauf au Mexique (où, comme on le verra plus loin, le chiffre plus élevé est purement formel), la part de la population active industrielle dans la population active non agricole est inférieure à 34 %.

Il est intéressant là aussi de comparer ces chiffres aux données historiques dont nous disposons pour les pays capitalistes dont le développement est le plus ancien (tableau 11). En *Grande-Bretagne*, pendant la période 1841-1910, le pourcentage de la population productrice de biens matériels dans la population active non agricole a oscillé entre 62 et 54 %. Il a ensuite diminué jusqu'aux environs de 40 % après la Première Guerre mondiale et la crise des années 30. Il a remonté après la Deuxième Guerre mondiale pour se stabiliser à 45 % pendant la décennie 1960-1970. En *Allemagne*, ce pourcentage a baissé très lentement à partir des années 1930, mais sans jamais descendre au-dessous de 50 %, de même qu'en *Italie*. En *France*, après une longue période de stabilité, il n'est descendu au-dessous du seuil de 50 % qu'après la reconstruction de l'après-guerre. En *U.R.S.S.*, depuis la chute du féodalisme, ce rapport est en progression et se situe aux alentours de 50 % en 1970 ; au *Japon*, il se situe toujours au-dessus de 40 % depuis 1930.

(8) Chiffres tirés de : OIT, *Annuaire des statistiques du travail*, années diverses.

TABLEAU 12 - EVOLUTION RECENTE DE LA POPULATION ACTIVE

	INDICES 1970		
	Population active	Industrie de transformation	Commerce et services
Brésil (1950 : 100)	170	199	242
Mexique (1950 : 100)	156	223	236
Argentine (1947 : 100)	144	124	165
Colombie (1951 : 100)	159	147	188
Chili (1952 : 100)	121	101	144

Sources : OEA, América en cifras ; OIT, op. cit., 1960, 1973 ; Anuario Estadístico de Brasil, 1973 ; Censos Nacionales de Población de México, 1960, 1973.

A première vue, les Etats-Unis paraissent constituer une exception. Entre 1881 et 1950, la part de la population industrielle dans la population non agricole s'est régulièrement située entre 40 et 50 %, c'est-à-dire très au-dessus des niveaux moyens latino-américains ; *par la suite*, elle a baissé à 38 % en 1960 et 33 % en 1970. Mais cette constatation statistique voile deux phénomènes absolument étrangers à l'Amérique latine. En effet, cette population active correspond, dans la première période, aux structures industrielles les plus puissantes du globe ; et l'augmentation régulière du poids démographique du secteur « tertiaire » par la suite n'est que le reflet de la pénétration impérialiste américaine dans le monde entier, accélérée après la Deuxième Guerre mondiale. Il s'agit de la phase *ultime* du capitalisme, alors que, comme nous l'avons vu, l'hypertrophie de ce secteur en Amérique latine est liée au *manque de développement*.

En résumé, comparés avec la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie dans leurs périodes initiales d'industrialisation, les pays latino-américains comptent de 20 à 30 % de moins de population non agricole employée à des travaux productifs ; 20 % de moins qu'aux Etats-Unis, et de 10 à 15 % de moins qu'au Japon. Au lieu de s'atténuer, cette situation tend à *s'accentuer* avec le temps. Depuis les années 50, comme le montrent les chiffres du tableau 12, la croissance sociale du secteur tertiaire a été plus importante que celle du secteur manufacturier dans tous les pays considérés, y compris au Brésil, qui a pourtant connu un fort développement industriel.

Quels sont les facteurs *immédiats* responsables de l'hypertrophie de l'urbanisation et du secteur tertiaire, ainsi que de la persistance d'un important secteur manufacturier artisanal ? D'après les porte-parole autorisés de la bourgeoisie réformiste et de l'impérialisme eux-mêmes, c'est le chômage, qu'il apparaisse ouvertement ou qu'il soit dissimulé.

Le chômage urbain et rural

Commençons par étudier le chômage urbain, en cédant d'emblée la parole à deux hauts fonctionnaires d'une des agences de l'impérialisme, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) :

« Le trait le plus marquant du développement en Amérique latine au cours de ces dernières décennies est la lenteur avec laquelle se créent les emplois productifs, malgré une croissance appréciable de la production [...] Après la guerre, l'offre de main-d'œuvre s'est accrue en Amérique latine à une allure bien supérieure à celle qui a caractérisé les économies maintenant avancées, fait qu'il faut imputer en grande partie à l'exode rural. Or, une proportion considérable de cette nouvelle force de travail n'a d'autre ressource que de créer elle-même ses propres emplois, qui ne sont guère productifs [...]

« On peut donc distinguer deux secteurs dans le marché urbain du travail : le secteur structuré [*lisez : capitaliste — NdR*], où se concentrent les activités économiques organisées, et le secteur non structuré [*artisanal — Ndr*], où sont regroupés les actifs qui ne travaillent normalement pas dans les entreprises organisées ; *ce dernier secteur est la conséquence visible de l'excédent relatif de main-d'œuvre [...]*.

« On constate par exemple [dans ce secteur] que la distinction entre celui qui apporte son capital et celui qui apporte son travail — si caractéristique du secteur structuré — est secondaire, et que le salaire n'est donc pas la forme la plus courante de la rémunération du travail, bien que la production soit essentiellement destinée au marché » (9).

Pour sa part la CEPAL, représentante idéologique de l'alliance de la bourgeoisie réformiste avec l'impérialisme, reconnaissait sans façon « les difficultés croissantes du système économique de nombreux pays latino-américains pour absorber l'offre de main-d'œuvre de façon suffisante et productive, surtout dans les activités produisant les biens et services de base » ; selon elle « ce phénomène général se reflète avec une intensité particulière dans les secteurs urbains, où le marginalisme a proliféré dans de larges couches sociales » (10), marginalisme qui dissimule mal en réalité un chômage pratiquement « ouvert ».

Ainsi donc, en marge du *chômage ouvert*, il existe deux autres formes de chômage, dissimulées par les statistiques officielles. D'une part, le *sous-emploi visible*, c'est-à-dire la situation de tous ceux qui travaillent, contre leur propre volonté, moins d'heures que n'en comporte une journée normale. D'autre part, l'*emploi marginal*, c'est-à-dire les formes de travail qui servent à compléter un salaire misérable ou des ressources de toute évidence insuffisantes pour assurer la survie d'une personne et de sa famille.

(9) P. Souza et E. Tokman, « Le secteur urbain non structuré en Amérique latine », *Revue Internationale du Travail*, décembre 1975.

(10) CEPAL, *Estudio Económico de América Latina*, 1968.

On peut obtenir un indice du taux de chômage dissimulé à partir du pourcentage de la population active (salariés ou « indépendants ») dont les ressources « anormalement basses » sont insuffisantes pour s'alimenter et se reproduire comme travailleurs. Pour évaluer l'importance de ce phénomène, on peut choisir comme référence les ressources inférieures au « salaire minimum légal » — qui en Amérique latine est encore beaucoup plus insuffisant que dans les pays développés, du fait de la présence d'énormes masses de sans-réserves qui exercent naturellement une très forte pression sur des salaires déjà insuffisants. Cette méthode d'estimation est particulièrement significative dans les zones urbaines, où les revenus des travailleurs sont uniquement monétaires. A la campagne, la situation est quelque peu différente, dans la mesure où il existe des moyens non monétaires de se procurer de quoi subsister. Dans ce dernier secteur, un tel indice est surtout caractéristique de l'extrême pression exercée sur les masses paysannes par toute la structure agraire latino-américaine (11).

De cette manière, d'après des données de 1970 de l'OIT, « on estime que l'excédent théorique de la main-d'œuvre *qui travaille* dans le secteur agricole se situe entre 26,7 et 34,6 %. Dans le commerce, ce pourcentage est estimé à 15 % et dans l'ensemble des industries manufacturières à 36 % mais parmi ces dernières, c'est avant tout dans le secteur artisanal que la situation est grave, car on peut considérer que 79 % de la main-d'œuvre qui y est employée est excédentaire [...] [au total], 20 à 30 % des effectifs totaux de la main-d'œuvre employée peuvent être considérés comme excédent théorique de main-d'œuvre » (12).

Ces estimations concordent *grosso modo* avec celles de la CEPAL. Selon cette dernière (voir tableau 13) 30,4 % de la population active de l'Amérique latine se trouvent dans une situation de chômage réel (soit 25 millions de personnes sur un total de 84 millions) ; 45,4 % du chômage total correspondent à l'agriculture (ce qui montre bien qu'à l'échelle continentale le problème agraire est un des facteurs sociaux et historiques critiques de la révolution latino-américaine) ; 26,6 % aux secteurs « commerce et services » ; 18,5 % à des « activités mal spécifiées ». Le secteur industriel était responsable de 9,5 % du chômage total, ce qui illustre le poids social secondaire de l'industrie en général et du capitalisme manufacturier en particulier.

Les deux estimations ne divergent que sur le taux de chômage à l'intérieur du secteur industriel manufacturier : alors que selon l'OIT

(11) Si on nous objectait qu'il est excessif de considérer comme une situation de chômage celle de tous les travailleurs « marginaux », nous répondrions : a) qu'il s'agit d'une technique d'estimation mise au point par les représentants de l'impérialisme, qui sont précisément de ceux qui ont le moins intérêt à grossir l'estimation du chômage ; b) qu'un travail qui ne rapporte pas des ressources susceptibles de reproduire la force de travail ne peut être considéré comme un emploi au sens capitaliste du terme.

(12) J.-C. Neffa, « Le syndicalisme latino-américain devant le problème de l'emploi », *International Review of Community Development*, Spring 1971.

**TABEAU 13 - ESTIMATION DU CHOMAGE EN
AMERIQUE LATINE VERS 1969**

Secteur	Pop. active (milliers)	% de chômeurs	% du chômage total
Agriculture	35.320	32,6	45,4
Industrie	16.136	14,4	9,1
(dont : manufacturière)	11.546	16,7	7,8
Eau, gaz, électricité	4.566	2,0	0,4
Commerce et banques	8.451	19,0	6,3
Autres services	14.475	35,7	20,3
Non spécifié	4.699	100	18,5
TOTAL	83.647	30,4	100,0

Source : CEPAL, EEAL, 1968.

il s'élève à 36 %, la CEPAL l'estime pour sa part à 16,7 %. Mais en réalité, ce type de chômage dissimulé ne constitue que la partie visible de l'iceberg, puisque selon la CEPAL « la majorité des personnes qui ne trouvent pas d'emplois sont comptées dans les recensements comme population inactive. *Cependant, c'est précisément cette catégorie de chômeurs qui constitue la plus grande partie du chômage ouvert* » (13). Cette constatation est corroborée en particulier par les taux d'activité de la population féminine, qui sont très bas : ces taux d'activité (pour les femmes de 15 à 59 ans) se situaient en effet entre 1970 et 1973 à 39 % pour le Brésil, 30,3 % pour l'Argentine, 24,8 % pour la Colombie, 24,2 % pour le Vénézuéla et 20 % pour le Mexique ; à titre de comparaison, ils étaient pour la même période de 44,7 % en France, 50,7 % au Japon, 52 % en Allemagne, 54,8 % aux Etats-Unis, et atteignaient 61,4 % en Pologne (14).

Voyons maintenant la situation pays par pays.

(13) CEPAL, EEAL, 1968 (souligné par nous). Cette observation nous donne la clef du « fort » pourcentage observé de population active « industrielle » dans la population active non agricole au Mexique. En effet, ce pourcentage est calculé sur un taux d'activité de la population de 15 à 60 ans qui est de 46,7 %, alors qu'il était la même année de 55,6 % en Argentine et de 64 % au Brésil. Dans les pays développés il s'élevait à 58 % en Italie, 64 % au Canada, 65 % en France, 69 % au Japon, 70 % en R.F.A. et 75 % en Pologne (OIT, *Annuaire des Statistiques du Travail*, 1976). Par conséquent, au Mexique, la contrepartie du fort pourcentage observé est un chômage ouvert implicitement reconnu, beaucoup plus accentué que dans le reste des pays latino-américains.

(14) OIT, *op. cit.*, 1976.

**TABLEAU 14 - ESTIMATION DU CHOMAGE DISSIMULE
AU MEXIQUE EN 1970**

	Pop. active (milliers)	Chômage dissimulé (%)	Chômage officiel (%)
Mexico DF	2.231	35,3	4,9
Total urbain	3.813	31,1	4,6
Total Mexique	12.955	44,8	3,8

Source : Trejo Reyes, « El desempleo en México : características generales », *El Trimestre Económico* (Mexico), juillet-septembre 1975.

Mexique

« Les caractéristiques du problème de l'emploi s'aggravent à partir de 1950 et encore plus durant la dernière décennie », écrit un auteur bourgeois. « Ainsi, pendant la période de 1960 à 1970, l'accroissement de la force de travail urbaine a été de 2.673.000 personnes. Cependant, 600.000 personnes seulement ont pu trouver des emplois dans des activités industrielles, 160.000 dans la construction et 65.000 dans l'électricité, les transports et les communications. Cela signifie que pendant la dernière décennie 1.848.000 personnes ont dû être absorbées par le commerce et les services, qui sont les activités où l'on trouve la plus grande partie du sous-emploi [...] De plus, pendant cette période, le nombre de personnes de ces secteurs qui ont déclaré en 1970 qu'elles travaillaient pour leur compte, c'est-à-dire qu'elles essayaient de gagner leur vie hors des schémas institutionnels [sic] de l'organisation économique, a augmenté de manière substantielle » (15).

En 1970, selon les estimations de cet auteur fondées sur les recensements nationaux, sur une population économiquement active de 12.995.000 personnes, 5.805.000 (soit 44,8 %) se trouvaient dans des conditions de chômage dissimulé, et 485.000 (3,8 %) en situation de chômage ouvert. Or il ne faut pas oublier que le taux d'activité global de 46,7 % est déjà extrêmement faible par lui-même, et cache un phénomène aigu de chômage ouvert !

Parmi les 5.805.000 personnes en situation de chômage dissimulé, 60 % se trouvaient dans l'agriculture, 14,4 % dans les services, 10 % dans l'industrie, 6,4 % dans le commerce, et les 9,2 % restants ont déclaré des activités « insuffisamment spécifiées ». Les chiffres du tableau 14 montrent que le phénomène du chômage, ouvert ou dissimulé, ne caractérise pas seulement les zones rurales mais aussi les zones urbaines, qui ne le leur cèdent en rien dans ce domaine, puisque le taux de chômage total atteint 35,7 % dans la population active urbaine.

(15) Trejo Reyes, « El desempleo en México : características generales », *El trimestre económico*, juillet-septembre 1975.

Brésil

Sur la base d'un recensement de 1972 (16), *Opinião* du 10-7-74 a publié un article où la population *active* totale du Brésil est estimée à 36.775.000 personnes, et le chômage *ouvert* à 3.997.000 personnes, soit 10,9 % de la population active.

Si l'on en croit les chiffres cités par cet article, le problème du chômage « ouvert » semble beaucoup plus grave dans les régions urbaines que dans les régions rurales : les taux de chômage urbain atteignent en effet 21,7 % pour les jeunes de 15 à 19 ans (contre un taux de 6,9 % pour la population totale de cet âge), 10,9 % pour ceux de 20 à 24 ans (contre 5,2 %), etc. A São Paulo même, le taux de chômage « ouvert » masculin était de 11,4 % en 1972. Selon une autre source, le taux d'activité chez les hommes de plus de 45 ans a baissé de 88 % en 1940 à 71 % en 1970 (17). Mais en réalité, la « faiblesse » des taux de chômage *ouvert* observés à la campagne provient du chômage dissimulé : 35 % de la force de travail paysanne ne recevait aucune rémunération, ayant déclaré exercer une « occupation familiale ».

En 1972, 52,5 % de la population active brésilienne n'arrivait pas à gagner le salaire minimum légal (48,4 % si l'on exclut les patrons et les paysans qui travaillaient pour leur propre compte) (18). Quant au chômage dissimulé urbain, évalué sur la base des personnes à très basses ressources, il s'élevait en 1972 à 24 % de la population dans les Etats de Rio de Janeiro et de São Paulo (19). D'autre part, en 1970, les salariés qui gagnaient moins du salaire minimum légal représentaient 19,5 % de l'ensemble des salariés non agricoles. Ce pourcentage s'élevait à 32,8 % dans les Etats de Minas Gerais et d'Espirito Santo, et à 42 % dans le Nord-Est brésilien (20).

La pression exercée par l'armée des chômeurs sur les salaires est énorme et les détériore de plus en plus. Alors qu'en 1958 une famille de São Paulo comptait en moyenne un travailleur actif, avec des ressources de 10,15 cruzeiros et un salaire de 8,54 cruzeiros, la moyenne était passée en 1969 à deux personnes actives par famille, avec des ressources familiales de 9,2 cruzeiros et un salaire de 5,42 cruzeiros (aux prix de 1958) : autrement dit, en moyenne, deux travailleurs gagnaient moins en 1969 qu'un seul en 1958 (21). São Paulo étant le plus grand centre capitaliste du Brésil et de toute l'Amérique latine, on voit comment les effets de l'exploitation capitaliste se trouvent multipliés et exacerbés par le cadre traditionnel dans lequel se développe le mode bourgeois de production.

Argentine

Les statistiques officielles du chômage ouvert sont tellement sous-estimées qu'il est presque ridicule de les mentionner : ainsi, en octobre 1975,

(16) FIBGE, *Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios*, 1972.

(17) São Paulo 1975, *crecimiento e pobreza* (Etude réalisée par la « Commission Pontificale de Justice et de Paix » de l'Archidiocèse de São Paulo).

(18) *Ibid.*

(19) Souza-Tokman, *op. cit.*

(20) H. Kirsch, « El empleo y el aprovechamiento de los recursos humanos en América Latina », *Boletín Económico de América Latina*, n°s 1 et 2, 1973.

(21) São Paulo 1975, *op. cit.*

TABEAU 15 - ESTIMATION DU CHOMAGE DISSIMULE EN ARGENTINE

Secteur	% de chômeurs		% du chômage tot.	
	1960	1970	1960	1970
Agriculture	28,2	21,0	21,7	11,3
Industrie	15,2	9,5	20,5	9,7
(dont : manufacturière)	18,3	5,7	19,8	4,0
Transports	8,8	7,4	2,7	1,8
Commerce et services	8,1	30,3	11,5	44,9
Mal spécifié	100,0	100,0	42,5	31,7
TOTAL	23,2	27,5	100,0	100,0

Source : INDEC, Censo de Población de la R. Argentina, 1960, 1970 ; Problemas Económicos Argentinos, diagnóstico y política, Buenos Aires, 1974.

l'Argentine se serait déjà trouvée dans le « paradis » du plein emploi, avec seulement 3,5 % de chômeurs... Les taux de chômage officiels pour les années 1970-74 sont les suivants : 5 % ; 5,9 % ; 6,6 % ; 5,5 % et 3,9 % (22). Le même taux était de 9,4 % en 1963 (23). Quelques données par ville sont cependant éloquentes. Le taux de chômage était de 12,2 % en juillet 1963 et de 7,5 % en 1972 dans des districts du Grand Buenos Aires ; il était de 7,5 % à Cordoba et de 5,6 % dans le Grand Rosario en octobre 1975 ; à Tucumán il s'est situé entre 10,7 % et 11,9 % entre 1970 et 1973 (24).

Pour estimer le chômage dissimulé, nous pouvons comparer deux tableaux officiels : d'une part, les données des recensements nationaux de la population (où chaque personne se situe elle-même dans une branche d'activité) ; d'autre part, l'estimation de la population active par secteur économique publiée par la Banque Centrale de la République Argentine (25). La différence entre les deux nous donne le total de « marginaux » dans chaque secteur économique. Le recensement de 1960 donnait un total de 7,4 millions de personnes actives, et l'estimation de la Banque Centrale 5,7 millions. On peut donc considérer qu'il y avait 1,7 million de « marginaux » sur une population « active » de 7,4 millions, soit 23 % de cette population. En 1970, ce pourcentage était monté à 27,5 % (voir tableau 15).

Toujours en 1970, 21 % de la population active agricole étaient en situation de chômage dissimulé ; ce taux était de 9,5 dans l'ensemble de l'industrie (mais de 20,1 % dans la construction), et de 30,3 % dans le commerce et les services. Le secteur de la campagne représentait 11,3 % du chômage total, le secteur industriel 9,7 %, celui du commerce et des services 44,9 %. On peut observer le poids énorme qu'ont dans le chômage

(22) FIEL, *Indicadores de Coyuntura*.

(23) H. Kirsch, *op. cit.*

(24) *Ibidem* et FIEL, *op. cit.*

(25) Cf. *Problemas económicos argentinos, op. cit.*, p. 195.

ceux qui ont déclaré des activités « mal spécifiées », et qui représentent 31,7 % du chômage total. Ce secteur, qui comprend 8,7 % de la population active, peut être considéré en fait comme un secteur de chômage ouvert. En résumé, alors que le secteur agricole et le secteur industriel représentaient chacun environ 10 % du chômage dissimulé, le secteur tertiaire représentait 45 % du total.

On peut également observer pendant la décennie 1960-1970 la liquidation accélérée du chômage dissimulé dans le secteur de l'industrie manufacturière (le taux baisse de 18,3 % à 5,7 %, ce qui coïncide avec la disparition de 137.000 patrons et personnes travaillant pour leur propre compte dans ce secteur). En revanche, le chômage dissimulé a augmenté vertigineusement dans la construction (de 3,3 % à 20 %), le commerce, et les services. Il n'est pas besoin d'aller chercher plus loin les causes matérielles immédiates de l'histoire tumultueuse des années 1970 et de l'apparition des mouvements de guérilla urbaine.

Colombie

Selon les estimations officielles, le taux de chômage ouvert était de 14,3 % en 1970. Si on ajoute à ce chiffre celui qui correspond au secteur « mal spécifié », cela donne comme *minimum* de chômage le chiffre astronomique, mais qui n'a rien de surprenant en Amérique latine, de 30,4 % (chiffre correspondant à la dernière ligne du tableau 10, p. 35). Le chômage ouvert correspondait pour 44 % au secteur du commerce et des services, pour 30 % au secteur industriel et pour 18 % à l'agriculture (secteur dans lequel il prend surtout la forme du sous-emploi et de l'emploi marginal).

Dans la ville de Bogotá, le taux de chômage ouvert était de 13,1 % en 1970, de 15 % à Medellín, de 18,4 % à Barranquilla (1967) et de 15 % à Cali (1968). Dans certains quartiers de Santa Marta et de Villavicencio il atteignait respectivement 19,8 et 13,6 %. Dans certains quartiers de trois villes étudiées, de 26 % à 42,6 % des chefs de famille étaient restés sans travail pendant plus de trois mois en 1970.

Dans les secteurs économiques non agricoles, le chômage visible (journée de travail inférieure à la normale) représentait 3,2 % de la population active, et on pouvait considérer que 29,3 % de la force de travail urbaine avec une journée complète était employée dans des activités marginales. Le chômage dissimulé correspondait donc à 32,5 % de la population active non agricole. Si on y ajoute un minimum de 13 % correspondant au chômage ouvert urbain, nous obtenons le chiffre de 45,5 %, qui représente le chômage ouvert ou dissimulé dans la population active non agricole. A Bogotá, on obtient ainsi 30,2 % (26).

Venezuela

Le chômage ouvert, qui était estimé à 13,1 % en 1961, serait descendu à 6 % en 1970. Dans les zones urbaines, il serait passé de 17,1 à 6,7 % (27).

(26) Toutes ces données sont tirées de l'article de H. Kirsch déjà cité.

(27) CEPAL, *EEAL*, 1975.

Ce chômage proviendrait pour 20 % de l'industrie manufacturière, pour 18,5 % de la construction, pour 14,4 % du commerce, pour 20,2 % des services et pour 13,3 % de l'agriculture. Dans les activités non agricoles, 25,8 % de la population active peuvent être considérés comme employés à des activités marginales, étant donné que leurs ressources étaient inférieures à 500 bolivars, chiffre considéré comme minimum par la Banque Ouvrière (sic) du Venezuela. En outre, 21,5 % de ces marginaux gagnaient *moins de 300 bolivars*. Il faut tenir compte du fait qu'il s'agissait de travailleurs *avec une journée complète de travail*.

Parmi les *salariés* de l'industrie manufacturière, 15 % gagnaient moins de 300 bolivars. Cette proportion était de 15,1 % dans la construction, de 24 % dans le commerce, de 13,2 % dans les transports et de 27 % dans les services. Dans la population active de Caracas, le chômage ouvert, le sous-emploi visible et l'emploi marginal atteignaient en tout 20 à 25 %.

Chili

En 1970, le taux de chômage ouvert était estimé à 6,2 %, et à 7,2 % dans les zones urbaines (28). Le sous-emploi visible dans des activités non agricoles touchait 8,3 % des travailleurs actifs, et l'emploi marginal 12,3 %. Par conséquent, 27,8 % de cette population se trouvaient en situation de chômage réel.

La situation actuelle s'est aggravée par rapport à 1970. Le chômage ouvert, qui était de 7,1 % dans le Grand Santiago en 1970, était monté à 18,7 % en décembre 1975 (29).

Pérou

Le chômage ouvert est ridiculement sous-estimé par les chiffres officiels : 4,7 % de la population active totale et 2,9 % dans les zones urbaines en 1970 (30). Le taux de chômage marginal, activités domestiques non comprises, s'élevait à 23,9 % dans les activités non agricoles, et le sous-emploi visible à 3,4 %.

A Lima-Callao, les trois formes de chômage atteignaient 39,7 % de la population active, pourcentage qui serait encore supérieur si l'on tenait compte des services domestiques (31).

**

La situation n'est pas meilleure dans les autres pays. Par exemple en Bolivie (1970), le taux de chômage ouvert était de 10,7 %, et le taux urbain de 15 %. Dans la ville de Saint-Domingue (1973), 50 % de la population active étaient classés dans le secteur d'emploi marginal. Ce pourcentage était de 48 % à Guayaquil et à Quito (Equateur, 1970) et de 41 % dans la ville de San Salvador (32).

(28) H. Kirsch, *op. cit.*,

(29) CEPAL, *EEAL*, 1975.

(30) H. Kirsch, *op. cit.*

(31) A la campagne, la situation n'est pas plus favorable, si l'on en croit le correspondant du *Monde* (10-11/5/77) : « La moitié de la population active péruvienne est sans emploi ou sous-employée ».

(32) Souza-Tokman, *op. cit.*

La crise de l'emploi qui pèse sur la jeunesse latino-américaine est particulièrement aiguë. En 1970, 58,8 % du chômage ouvert en Colombie correspondait aux jeunes de 12 à 24 ans ; cette proportion était de 46,6 % au Chili, 60,8 % au Pérou, 53 % au Vénézuéla. Au Mexique, 57,7 % du total des chômeurs correspondaient à la classe d'âge comprise entre 12 et 29 ans, et ce pourcentage atteignait 68 % dans le District Fédéral de Mexico (33). « La structure des âges de la jeunesse au chômage révèle, par exemple, que la grande majorité des chômeurs jeunes ne se situe pas parmi les adolescents de 12 à 19 ans », explique un auteur déjà cité. « Dans les centres urbains du Pérou, 51 % des chômeurs de moins de 24 ans avaient entre 20 et 24 ans, et au Mexique 50,6 % d'entre eux avaient entre 20 et 29 ans ».

Les classes dominantes ont toujours suggéré que le chômage était le résultat... du manque d'éducation des masses. Notre auteur est obligé de reconnaître :

« Les rapports entre l'éducation et l'utilisation de la force de travail ne sont pas aussi simples qu'on l'a pensé dans le passé. Auparavant, on croyait de façon presque unanime que le chômage affectait en premier lieu les personnes qui avaient reçu peu ou pas d'éducation du tout. [Cependant] les données disponibles ne le confirment pas [...] [Au Chili et au Vénézuéla] le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale uniquement parmi ceux qui ont reçu plus de quatre ans d'enseignement et quelque enseignement secondaire [!]. Pour ceux qui ont plus de quatre ans d'enseignement secondaire mais qui ne sont pas passés par l'université, les taux de chômage sont plus élevés que parmi ceux qui ont une préparation moindre » (34).

A São Paulo en 1972, 64,5 % de la population au chômage avait reçu un enseignement primaire et 21,1 % un premier cycle d'enseignement secondaire (35).

**

Cette masse de misère qui pénètre par tous les pores de la vie urbaine aussi bien que rurale, dans le tissu social du capitalisme naissant et en expansion comme dans celui de la société pré-bourgeoise qui agonise interminablement, s'exprime dans des taux de mortalité infantile très élevés (voir tableau 16). Il ne s'agit pas seulement des conditions de vie rurale, puisqu'un pays comme l'Argentine a un taux de mortalité infantile de 58,9 pour mille, alors que l'Italie et la France, avec des degrés d'urbanisation comparables, ont des taux de 27 et 13,3 pour mille (à titre de comparaison, signalons que la même année ce taux était de 49,8 au Portugal, 29,5 en Pologne, 19,1 aux États-Unis et 12,4 au Japon).

Le taux de mortalité infantile dans la ville de São Paulo, qui était de 91,5 pour mille en 1951, et qui était descendu à 62,9 en 1960, est

(33) H. Kirsch, *op. cit.*

(34) *Ibid.*

(35) São Paulo 1975, *op. cit.*

TABLEAU 16 - MORTALITE INFANTILE (1971)

	Taux de mortalité infantile (‰)
Brésil	non disponible
Mexique	63,3
Argentine	58,9
Colombie	62,8
Chili	77,8
Pérou	65,1
Equateur	78,5

Sources : ONU, Annuaire démographique, 1974-1975. Chiffres de 1970 pour l'Argentine et le Pérou.

remonté à 89,5 pour mille en 1970. La situation dans cette ville est cependant loin d'être la plus grave du Brésil : le taux était de 111 pour mille à Belo Horizonte, et de 202 à Recife. La courbe de l'évolution du taux de mortalité infantile est *inversement proportionnelle* à l'évolution du salaire minimum légal. La sous-nutrition était responsable de plus de 40 % des cas de mortalité infantile à São Paulo, et de plus de 50 % à Recife. Pour évaluer l'importance de la sous-nutrition, il suffit de mentionner que dans le Brésil actuel, les données officielles de la V^e Conférence Nationale de la Santé assurent que dans la population infantile de 6 mois à 5 ans, 29,8 % *seulement peuvent être considérés comme suffisamment alimentés*. Parmi les 70,2 % de sous-alimentés, 37,7 % appartiennent au « premier degré » de sous-alimentation, 21,8 % au « second degré » et 10,7 % au « troisième ». Dans des pays plus arriérés, la situation est encore pire. En Bolivie, le taux de mortalité est de 250 pour mille nouveaux-nés vivants (36).

De même, le développement monstrueux des bidonvilles brésiliens, ou de ceux de la région de Buenos Aires, ou de leurs équivalents dans toutes les villes latino-américaines, est une autre expression visible de la terrible situation de misère absolue qui frappe les gigantesques masses prolétariées.

La révolution en Amérique latine

Le tableau de l'Amérique latine et de ses tendances économiques et sociales que nous avons ébauché (et qui, nous le faisons remarquer, est *exclusivement* fondé sur des sources *officielles* des Etats nationaux et des agences de l'impérialisme) est accablant. C'est le tableau d'une

(36) Données tirées de F. Cupertino, *População e saúde no Brasil*, Rio de Janeiro, 1976.

aire géo-historique arriérée et semi-coloniale qui franchit les premiers stades de l'industrialisation, et qui est entraînée dans le tourbillon du mercantilisme et d'un marché mondial dominé par l'impérialisme. Rien ne peut mieux la caractériser que le passage fameux de Marx :

« [...] nous sommes, comme tout l'ouest de l'Europe continentale, affligés et par le développement de la production capitaliste, et aussi par le manque de ce développement. Outre les maux de l'époque actuelle, nous avons à supporter une longue série de maux héréditaires provenant de la végétation continue de modes de production dépassés, avec la suite des rapports politiques et sociaux à *contre-temps* qu'ils engendrent. Nous avons à souffrir non seulement de la part des vivants, mais encore de la part des morts. *Le mort saisit le vif* » (37).

Si, comme nous le croyons inébranlablement, la conception marxiste, selon laquelle tout processus révolutionnaire est le résultat du choc des forces productives contre les rapports de production qui sont devenus des obstacles à leur développement, a un sens, la révolution en Amérique latine devra balayer tous les « rapports politiques et sociaux à *contre-temps* » engendrés par le passé.

Le prolétariat, qui est l'expression la plus authentique des forces productives engendrées par l'éclosion des rapports de production capitalistes modernes, a besoin de détruire jusqu'à la racine les « modes de production dépassés » pour pouvoir se libérer de leurs « maux héréditaires », déblayer le terrain pour la lutte de classe moderne, et non seulement se défendre contre les *effets* de l'exploitation capitaliste, mais lutter contre ses *causes*. Cette révolution permettra de relâcher l'énorme pression économique et sociale qu'exercent sur le jeune prolétariat latino-américain les classes et demi-classes « populaires » (intermédiaires et mal définies) qui l'entourent, et qui charrient avec elles les influences réactionnaires de leur propre passé et de leur présent, et créera en même temps les bases d'un mode de production supérieur ; et d'autre part, elle liquidera les facteurs matériels qui ont favorisé le développement de tendances réactionnaires dans les rangs ouvriers (38).

Comme par le passé, elle devra projeter contre les rapports de propriété existants dans de vastes aires d'Amérique latine les grandes masses de la paysannerie qui se trouvent prises entre l'arbre et l'écorce, entre les besoins inexorables du mercantilisme et les rapports sociaux façonnés par le latifundium. Elle devra aussi soulever les masses prolétariées et semi-prolétariées, ainsi que des masses petites-bourgeoises

(37) Préface à la première édition allemande du *Capital* (Editions Sociales, tome I, Paris, 1967, pp. 18-19).

(38) C'est dans les réflexes de défense corporative devant la pression croissante exercée par l'ensemble des facteurs mentionnés sur les masses ouvrières qu'il faut chercher, dans une situation internationale de désintégration des forces de classe, une des clefs de l'intégration des syndicats aux Etats latino-américains, ainsi que de l'influence acquise parmi les masses ouvrières par des régimes à la Vargas, Perón et autres.

urbaines, contre un *statu quo* économique et politique qui retarde le puissant développement des forces productives continentales, et dont la persistance ne peut qu'aggraver les maux dont souffre tout le continent : les processus de dilapidation des ressources naturelles, d'abandon en masse de la terre pourtant si fertile, et de déséquilibre croissant entre ville et campagne.

Ces masses devront affronter les forces qui représentent et défendent le *statu quo* : l'impérialisme, la classe des propriétaires fonciers et la bourgeoisie latino-américaine, aussi rapace et contre-révolutionnaire que congénitalement impuissante à accomplir ce qui a été, sur d'autres continents, l'unique justification historique de la classe capitaliste : l'expansion vigoureuse des forces productives modernes, précédée par la lutte pour faire sauter les entraves à leur développement.

Ni la paysannerie, ni les couches semi-bourgeoises urbaines ne sont des forces révolutionnaires *socialistes*. Dans de vastes régions latino-américaines, l'avènement de cette révolution permettra d'aplanir la voie de la lutte pour le socialisme, car elle favorisera la différenciation des classes aussi bien au sein de la paysannerie, en impulsant le développement d'un prolétariat agricole enfin libéré des rapports pré-capitalistes, qu'au sein des masses urbaines, en ouvrant la voie de la transformation d'une partie de ces masses en un véritable prolétariat.

Dans la perspective de la révolution en permanence, la classe ouvrière doit lutter — dans la mesure de ses forces, bien sûr, qui peuvent varier d'un pays à l'autre selon le niveau de développement capitaliste atteint — pour soulever et entraîner sous sa direction les masses travailleuses paysannes et urbaines dans la révolution *agraire et anti-impérialiste*, qui n'est pas sa *propre* révolution de classe, mais une condition *nécessaire* (bien que non encore suffisante) sur la voie de son émancipation, et qui sera d'autant plus *radicale* qu'elle pourra être dirigée par le prolétariat. Sur la lancée du développement capitaliste, le prolétariat de tel ou tel pays latino-américain relativement avancé pourra, dans l'hypothèse la plus favorable (compte tenu de facteurs non seulement internes mais *internationaux*), faire sa *propre* révolution et prendre le pouvoir. En tout état de cause, l'émancipation de la classe ouvrière latino-américaine ne sera pas le produit de son alliance insurrectionnelle avec les classes intermédiaires qu'elle devra libérer du poids d'un passé périmé, mais de son union révolutionnaire la plus étroite avec le prolétariat mondial, à la lutte duquel elle devra contribuer en assénant ses coups à l'impérialisme US, pilier de la contre-révolution américaine et mondiale. C'est cette solide unité dans la lutte révolutionnaire, reposant sur la centralisation politique internationale du Parti Communiste sans frontières, qui permettra, la victoire une fois acquise dans les métropoles de l'impérialisme, de brûler les étapes du développement économique et social en intégrant l'Amérique latine dans le « plan mondial unique » des transformations qui ouvriront la voie au socialisme.

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Dans ses numéros les plus récents, « Le Prolétaire » a notamment publié des articles sur les sujets suivants (le chiffre entre parenthèses indique le numéro du journal) :

- **Affaire Baader** — En Allemagne, « union sacrée » contre le terrorisme (250)
 - Infamie du pacifisme (250)
 - Aujourd'hui la révolte de Baader, demain celle de la classe ouvrière (253)
 - Aplatissement complet de l'extrême-gauche devant l'Internationale des flics (253)
 - A la mémoire d'Andreas Baader et de ses camarades (254)
- **La méthode de la lutte de classe** — Pour que ce soit le prolétariat qui sorte de la crise, non le capital (251)
 - A bas les mensonges réformistes ! Lutte de classe ouverte ! (255)
- **Impérialisme** — Bas les pattes du Maghreb ! (254)
- **Immigrés** — Lutte résolue contre le renforcement du contrôle ! (251)
 - Sur le travail dans les comités de soutien aux luttes des travailleurs immigrés (252)
 - Contre le renforcement du contrôle de l'immigration (254)
 - La manifestation contre les mesures Stoleru (255)
- **Luttes revendicatives et syndicats** — Avec la rentrée sociale, les syndicats prêts à saboter la lutte (250)
 - Renault-Billancourt : quelques fissures dans la paix sociale étouffante imposée par l'opportunisme (252)
 - A Lyon-Gare, la C.F.D.T. poursuit son ménage (255)
 - La lutte des postiers (250, 255)
- **Dans le monde** — La Chine, amie des ennemis de ses ennemis (250)
 - Effervescence sociale au Maghreb (250)
 - Italie : la crise des groupes ex-extraparlementaires (252)
 - La démocratie espagnole tient ses promesses (255)
- **Questions de doctrine** — Le communisme et les nationalisations (249, 250)
 - A nouveau l'alternative : guerre ou révolution (250)
 - Concentration capitaliste et démocratie vont de pair (252)
 - Réformisme et démocratie contre la lutte de classe (252)
 - Evolution des rapports inter-impérialistes depuis la dernière guerre (255, 256)
 - Les leçons de la révolution d'Octobre (255)

Le numéro : 2 F. Abonnement annuel : 40 F ; pli fermé : 60 F. Commandes aux Editions Programme, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e. Distribué par les NMPP.

En mémoire d'Ernesto «Che» Guevara

«Toute notre action est un cri de guerre contre l'impérialisme et un appel vibrant à l'unité des peuples contre le grand ennemi du genre humain : les Etats-Unis d'Amérique du Nord. Qu'importe où nous surprendra la mort ; qu'elle soit la bienvenue pourvu que notre cri de guerre soit entendu, qu'une autre main se tende pour empoigner nos armes, et que d'autres hommes se lèvent [...] dans le crépitement des mitrailleuses et de nouveaux cris de guerre et de victoire».

Le 8 octobre 1967, Ernesto «Che» Guevara était lâchement assassiné par ceux dont l'anéantissement avait été la raison d'être de sa lutte : l'impérialisme yankee et ses laquais latino-américains. La date revêt une valeur doublement symbolique : elle marque le reflux de la vague anti-impérialiste qui secoua l'Amérique latine après la Deuxième Guerre mondiale, et en même temps la reconsolidation du *statu quo* qui consacre la domination de l'impérialisme et des forces réactionnaires locales.

Le Che a été le représentant de l'aile paysanne, populaire, ou mieux, plébéienne de cette vague insurrectionnelle anti-impérialiste ; c'est pourquoi l'impérialisme américain et ses larbins ont déployé, dans leur féroce chasse à l'homme, des forces militaires tout à fait hors de proportion avec le danger que pouvait représenter pour leur domination la poignée de combattants isolés dans la *selva* amazonienne : la tête du symbole vivant

de la révolution démocratique anti-impérialiste symbolisait pour eux la victoire de la contre-révolution. Mais malgré le sacrifice sanglant qui a marqué cette victoire, les forces historiques incarnées par le Che devront nécessairement renaitre des contradictions même de la domination impérialiste et du développement du capitalisme en Amérique latine.

La « révolution latino-américaine »

Ce que l'on a appelé la « révolution latino-américaine » s'inscrit dans le cadre de la vague anti-impérialiste qui a ébranlé au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale les trois continents soumis au joug de l'impérialisme, à la suite du bouleversement momentané des rapports bourgeois et prébourgeois de domination provoqué par ce véritable cataclysme social qu'a été le conflit impérialiste. National-démocratique, donc pluriclassiste,

cette vague n'a certes pas eu partout le même radicalisme, celui-ci étant fonction de la classe qui prédominait.

En Amérique latine, la vague anti-impérialiste fut généralement canalisée par le plus plat réformisme, qui prétendait réaliser la modernisation de la société et l'indépendance nationale sans renverser par la violence les institutions consacrant la domination des classes de l'ancien régime et de l'impérialisme. L'anti-impérialisme de ce « réformisme constitutionnaliste » se réduisait, en fait, à une lâche tentative de marchander avec l'impérialisme et les vieilles classes réactionnaires autochtones des rapports plus profitables pour la « bourgeoisie nationale ». Le Brésil de Goulart, l'Argentine de Péron, et, plus tard, le Chili d'Allende fournissent des exemples éloquentes de ce réformisme impuissant.

Ce n'est que lorsqu'il a pris appui sur la paysannerie révolu-

tionnaire (et surtout la paysannerie pauvre et sans terre), c'est-à-dire sur l'aile extrême de la démocratie petite-bourgeoise, que ce mouvement a acquis, comme à Cuba, un caractère radical (1). Le fait d'affronter l'impérialisme le plus puissant du monde précisément sur ses arrières (son « fondement colonial », selon l'expression de l'Internationale Communiste) a poussé la révolution nationale-démocratique cubaine à une plus grande radicalisation et en a fait pendant une courte période le fer de lance de la vague anti-impérialiste. Dans sa brève phase révolutionnaire, Cuba s'est efforcée de donner à la lutte anti-impérialiste, aussi bien en Amérique latine que dans l'ensemble des continents coloniaux, des buts programmatiques homogènes et unitaires. C'est de cet effort que sont nées la Tricontinentale (janvier 1966) et l'Organisation Latino-Américaine de Solidarité (août 1967).

(1) Le rôle de propulseur de la démocratie petite-bourgeoise qu'a joué la paysannerie est bien illustré par le texte de Guevara sur « Le rôle social de l'armée rebelle » (27-1-1959) dont nous citons ici quelques passages : « Lorsque les paysans (les *guajiros*) rallièrent la lutte armée pour revendiquer la liberté et la justice sociale, apparut le mot magique qui allait mobiliser les masses opprimées de Cuba dans la lutte pour la possession de la terre : la Réforme Agraire. [...] C'est là [dans la Sierra Maestra] que se fit le premier essai de répartition des terres suivant un règlement agraire rédigé principalement par le Dr Humberto Sorí Marín et Fidel Castro, et auquel j'ai eu l'honneur de collaborer. Les terres furent distribuées révolutionnairement aux paysans ; de grandes propriétés appartenant à des serviteurs de la dictature furent occupées et distribuées et toutes les terres de l'Etat devinrent peu à peu la propriété des paysans de la région. Le moment était arrivé où nous

nous définissions pleinement comme un mouvement paysan étroitement lié à la terre sous la bannière de la Réforme Agraire. [...] La Réforme agraire était devenue le fer de lance de l'Armée rebelle. Ce n'était pas une manœuvre démagogique : simplement, au bout de vingt mois de Révolution, les liens entre les dirigeants et les masses paysannes étaient devenus si serrés qu'ils poussaient parfois la Révolution à agir de façon imprévue. Ce n'est pas nous qui avons inventé la Réforme agraire, mais bien les paysans qui nous y ont poussés. Nous les avons convaincus que la victoire était certaine s'ils étaient armés, organisés, et s'ils cessaient de craindre l'ennemi. De leur côté, les paysans, qui avaient de bonnes raisons de le faire, imposèrent à la Révolution la Réforme agraire, la confiscation du bétail bovin, et toutes les mesures de caractère social qui furent prises dans la Sierra Maestra. » (Che Guevara, *Œuvres révolutionnaires*, t. II, Maspero, Paris, 1968, p. 25, 26 et 28).

L'OLAS et la Tricontinentale

Fondée deux mois avant la mort du Che, l'OLAS constitue le point culminant du mouvement révolutionnaire populaire bourgeois en Amérique latine. Elle et le Che ne font qu'un — même si lors de sa fondation le Che était déjà au cœur de la forêt bolivienne — car tous deux incarnent la même révolution.

Les révolutionnaires bourgeois qui se sont regroupés pour constituer l'OLAS ont eu l'immense mérite d'avoir posé une question historique de premier ordre, que l'Internationale de Lénine avait soulevée du point du vue beaucoup plus élevé de la stratégie prolétarienne et communiste internationale : la portée et le caractère *continental* de la révolution en Amérique latine, dû à l'uniformité des conditions générales déterminées par la domination impérialiste sur une structure sociale marquée par l'archaïsme du secteur agraire et étouffée par le poids rétrograde du latifundium. Les « *Thèses de la délégation cubaine* » à la première conférence de l'OLAS, qui commencent par proclamer que cette conférence « constitue [...] une déclaration de guerre à mort à l'impérialisme et aux oligarchies d'Amérique latine », établissent donc : « La lutte des classes a un caractère continental, la stratégie révolutionnaire doit donc, elle aussi, être continentale. C'est, sur tout le continent, un même système impérialiste et néocolonialiste qui nous exploite » (2).

Cette stratégie, l'OLAS la fonde sur le principe de la violence révolutionnaire, en rupture ouverte avec le réformisme petit-bourgeois légalitaire et pacifiste, incapable d'aller au-delà d'une lâche contemplation du derrière des « bourgeois nationaux » : « La violence est

une grande accoucheuse de l'histoire. Nous devons redonner au mot *révolution* son véritable sens. Révolution, cela veut dire remplacement de la classe au pouvoir, changement radical de l'Etat » (3).

Et l'objectif programmatique de la révolution est ainsi défini : « Le premier objectif de la révolution populaire [comme on peut le voir, le texte ne cache pas qu'il s'agit en fait non d'une révolution prolétarienne, mais d'une révolution radicale-démocratique, populaire-nationale. — Ndr] dans le continent est la prise du pouvoir au moyen de la destruction de l'appareil bureaucratique et militaire de l'Etat et son remplacement par le peuple armé pour changer le régime social et économique existant : cet objectif ne peut être atteint que par la lutte armée » (4) ; l'OLAS ajoute que cette lutte armée devra être dirigée « contre les armées et les oligarchies et même contre les forces armées de l'impérialisme, prêtes à intervenir comme le prouve l'expérience dominicaine » (5). Pour y parvenir,

(2) OLAS, Cahiers libres 106-107, Maspéro, Paris, 1967, p. 68.

(3) *Ibid.*, p. 69.

(4) Déclaration générale, *ibid.*, p. 141.

(5) Résolution sur le point I de l'Agenda, *ibid.*, p. 151.

Pour ceux qui ont les oreilles bouchées par la cire pacifiste secrétée en abondance par l'opportunisme, qui prétend qu'on pourrait s'appuyer sur des ailes « progressistes » de l'armée, répétons à haute voix avec l'OLAS : « Avec la Révolution cubaine on a bien vu que le soutien fondamental des oligarchies et de l'impérialisme, c'étaient les armées de métier. Leur destruction est préalable au succès de la révolution populaire [c'est-à-dire démocratique et bourgeoise, donc à plus forte raison de la révolution double conduite par le prolétariat], car c'est l'arme de choc de nos ennemis de classe » (*ibid.*, p. 70).

l'OLAS a dû essayer de définir le rôle des classes sociales, et de poser ce problème crucial de la dynamique de la lutte des classes au niveau de toute une aire *géo-historique*.

Bien sûr, la démocratie révolutionnaire, qui voit dans le « peuple » une unité historique irréductible, ne peut pas admettre — même du point de vue de la révolution bourgeoise — l'idée du besoin de l'indépendance de classe du prolétariat, indispensable pour assurer contre les alliés de la veille les tâches ultérieures de la lutte de classe au niveau international, ainsi que pour conduire *jusqu'au bout* la révolution contre l'impérialisme et les scories du passé archaïque, en combattant les *inévitables* oscillations de la démocratie petite-bourgeoise. De la même façon, la démocratie révolutionnaire à base paysanne ne peut aller, dans sa conception de la violence organisée, au-delà de la guérilla, ni s'élever à la vision du Parti (qu'elle rejette même, lorsqu'elle ne le conçoit pas comme une petite élite d'audacieux) en tant qu'organe *essentiel* de cette violence. Là se trouvent les limites *historiques* du mouvement plébéien même le plus radical, limites auxquelles devait se heurter le Che lui-même.

Malgré cela, l'OLAS a eu le mérite de repousser en termes résolus la conception *menchevique* diffusée par le réformisme stalinien dans toute l'Amérique latine, en définissant les bourgeoisies nationales comme *incapables d'énergie révolutionnaire à l'échelle continentale* et en les accusant de jouer le rôle de larbins de l'impérialisme et de faire « partie des oligarchies qui gouvernent l'Amérique latine et se révèlent donc incapable d'agir avec indépendance » (6).

La grande bourgeoisie, intimement liée à la grande propriété

latifundiaire et à l'impérialisme, étant donc catégoriquement exclue des rangs révolutionnaires, l'alignement des classes est ainsi défini : « En dernier ressort, les contradictions des classes se polarisent aux deux extrêmes : d'un côté les ouvriers, les travailleurs agricoles, les paysans pauvres, les couches des intellectuels progressistes et des étudiants [passons sur ce point, qui masque le fait que la frontière entre la voie révolutionnaire et la voie réformiste passait à l'intérieur même de ces couches sociales, dont l'écrasante majorité s'alignait sur la seconde. — Ndr], et de l'autre l'oligarchie autochtone, les bourgeois et les propriétaires fonciers » (7).

Dans son célèbre message à la Tricontinentale, le Che définit avec ce lyrisme propre aux révolutionnaires nationaux-populaires le but que devaient se donner les révolutions démocratiques radicales dans les aires « sous-développées » :

« En définitive, il faut tenir compte du fait que l'impérialisme est un système mondial, stade suprême du capitalisme, et qu'il faut le battre dans un grand affrontement mondial. Le but stratégique de cette lutte doit être la destruction de l'impérialisme. Le rôle qui nous revient à nous, exploités et sous-développés du monde, c'est d'éliminer les bases de subsistance de l'impérialisme : nos pays opprimés, d'où ils tirent des capitaux, des matières premières, des techniciens et des ouvriers à bon marché et où ils exportent de nouveaux capitaux — des instruments de domination —, des armes et toutes sortes d'articles, nous soumettant à une dépendance absolue ».

Ce mouvement ne pouvait qu'adopter « pour mission tacti-

(6) *Ibid.*, p. 150.

(7) *Ibid.*

que la libération graduelle des peuples, un par un ou par groupes, en obligeant l'ennemi à soutenir une lutte difficile sur un terrain qui n'est pas le sien, en liquidant ses bases de subsistance qui sont les territoires dépendants. Mais les différentes luttes d'émancipation nationale auraient dû être subordonnées au but suprême de la destruction de l'impérialisme à l'échelle mondiale : « chaque peuple qui se libère est une étape de gagnée de la bataille pour la libération d'un autre peuple » (8).

C'est une perspective d'une indéniable portée historique, si l'on pense que c'était la première fois depuis la destruction de l'Internationale Communiste qu'on appelait à la constitution d'un mouvement révolutionnaire *international*, ayant pour but de renverser par une véritable *guerre sainte* l'impérialisme mondial.

Certes, la seule force qui puisse asséner le coup décisif à l'impérialisme, le prolétariat des métropoles, était absent de la vision du Che, qui, bien que grandiose, était démocratique et non prolétarienne et communiste. Mais pouvait-il en être autrement dès lors que le prolétariat — et c'est là tout le drame de cette vague anti-impérialiste — *était lui-même absent* en tant que classe de la scène historique, complètement désorganisé et paralysé par la contre-révolution stalinienne ?

D'ailleurs la vision démocratique même la plus radicale de la lutte anti-impérialiste ne peut s'élever à la compréhension matérialiste des forces de classe qui entrent dans la lutte, et moins encore y revendiquer l'autonomie de classe du prolétariat. Si le Che se considé-

rait comme un combattant « de la grande armée du prolétariat », c'est que pour lui le prolétariat est synonyme de misérables et d'opprimés en général, et non pas avant tout la classe des *sans-réserves*, des *prolétaires*, au sens propre, de l'industrie et de la campagne, concentrés surtout dans les centres impérialistes.

La démocratie révolutionnaire ne peut pas voir au-delà du peuple, où les frontières de classe s'effacent ; elle ne peut donc pas voir que seul le prolétariat, seule classe internationale, a la possibilité *matérielle* d'unifier la lutte mondiale contre l'impérialisme. Dialectiquement, elle ne peut pas dépasser la vision historique et programmatique de la *nation* (toujours bourgeoise), ni celle du combat anti-impérialiste comme « front unique » des nations révolutionnaires tendant à l'utopique « égalité des nations » ; elle ne peut donc pas voir que le prolétariat est l'unique classe capable de ne pas subordonner sa lutte aux principes nationaux, ni que ces mêmes principes rendent vaines les tentatives de subordonner les mouvements bourgeois révolutionnaires à des objectifs dépassant les limites étroites des frontières nationales. Elle ne peut davantage arriver à comprendre que la destruction de l'impérialisme suppose la destruction du marché mondial et, en général, de toutes les formes mercantiles, ce qui ne peut être le fait de la seule émancipation du « Tiers-monde », à supposer que celle-ci soit historiquement possible sans la révolution communiste à l'intérieur des métropoles impérialistes.

Il est vrai que Che Guevara, alors ministre cubain de l'économie, reflétant l'aspiration des classes déshéritées qu'il incarnait à mettre fin à l'exploitation et à l'oppression, était arrivé à formuler confusément

(8) *Ibid*, p. 283-284 et 286.

le besoin de détruire les rapports marchands (9).

Mais pouvait-il, en tant que porteparole de la démocratie révolutionnaire — et d'elle seule — dépasser ces proclamations générales et rhétoriques et reconnaître que la seule voie qui mène au-delà de l'économie mercantile est la révolution communiste, non interclassiste mais de classe, non nationale mais internationale ? Il serait utopique de l'exiger, même si les couches les plus radicales de la démocratie révolutionnaire peuvent aspirer intuitivement à l'élimination de toute forme d'exploitation. Une revendication de ce genre, comme celle de la croisade internationale des peuples opprimés contre l'impérialisme, appelait déjà au dépassement des limites bourgeoises de la révolution démocratique, dépassement que seul le prolétariat mondial peut réaliser en soudant la lutte révolutionnaire des masses déshéritées semi-coloniales et coloniales avec sa lutte anticapitaliste dans les métropoles.

En l'absence du prolétariat révolutionnaire mondial, la vague anti-impérialiste n'a pu dépasser les limites nationales-bourgeoises, et a finalement reflué, laissant de nouveau la place au lâche réformisme petit-bourgeois qui entraîne der-

rière lui les plus vastes secteurs de la démocratie radicale d'autrefois, incapable de se tenir de manière conséquente sur le terrain de la révolution. Cuba elle-même, en fonction de ses intérêts nationaux, abandonna le Che à son destin, en le désavouant dans les faits et en enterrant le drapeau de la révolution démocratique radicale.

Outre que l'héroïsme d'une poignée de guérilleros ne pouvait suffire à faire renaître un mouvement de masse, la mort de Che Guevara symbolise tragiquement l'impuissance du radicalisme démocratique-révolutionnaire à dépasser par ses seules forces, en l'absence du mouvement de classe prolétarien, et alors que le mouvement paysan lui-même reflue ou ne connaît que de brèves flambées vites retombées, ses propres contradictions internes : nationalisme bourgeois et internationalisme anti-impérialiste, interclassisme populaire et radicalisme révolutionnaire.

Aujourd'hui, dix ans après la mort du Che, une nouvelle crise générale de l'impérialisme se fait jour, qui ne manquera pas d'entraîner de nouveaux bouleversements de l'infâme *statu quo* impérialiste mon-

(9) C'est ainsi que, polémique avec le très officiel Manuel d'Economie Politique de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., de stalinienne mémoire, le Che conteste qu'il faille « développer et utiliser la loi de la valeur et les rapports monétaires et marchands pendant la période de construction de la société communiste », comme l'écrit ledit Manuel. Et le Che de répliquer : « Pourquoi « développer » ? Nous comprenons que pendant un certain temps les catégories du capitalisme doivent se maintenir et que ce délai ne peut pas se

déterminer d'avance ; mais les caractéristiques de la période de transition sont celles d'une société qui rompt ses anciennes attaches pour entrer rapidement dans une nouvelle étape. La tendance doit être, à notre avis, à LIQUIDER le plus fermement possible les catégories anciennes parmi lesquelles figurent LE MARCHE, LA MONNAIE et par là-même le levier de l'intérêt matériel, ou plus exactement les conditions qui en provoquent l'existence » (*Œuvres révolutionnaires*, op. cit., p. 163).

dial. L'Amérique latine n'échappera pas à ces bouleversements, et une nouvelle vague anti-impérialiste et anti-oligarchique devra s'y développer. Pour qu'elle puisse satisfaire aux aspirations des larges masses de sans-réserves des villes et des campagnes en supprimant toute sorte d'oppression et d'exploitation, il faut que le prolétariat des deux

Amériques se mette à sa tête et l'intègre dans sa lutte mondiale contre la domination de l'impérialisme — ce qu'il ne pourra faire que s'il a reconstruit au préalable son organisation révolutionnaire internationale, le parti communiste mondial.

C'est à cela que nous travaillons.

Note de lecture

L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927

Trois recueils de documents sur la révolution chinoise de 1927 ont récemment été publiés ou republiés en Europe et aux Etats-Unis :

— *Leon Trotsky on China* (Introduction by Peng Shu-tse ; edited by Les Evans and Russel Block), Monad Press, New York, 1976 (688 p.), qui contient un certain nombre de documents, en partie inédits, tirés des Archives Trotsky de Harvard et couvrant la période 1926-1940 ;

— *La question chinoise dans l'Internationale Communiste*, EDI, Paris, 1976 (540 p.), nouvelle édition du recueil préfacé par P. Broué, qui rassemble très utilement des textes de l'Opposition Unifiée et de Trotsky en particulier (mais sans les inédits du volume américain) et ceux de Staline - Boukharine et plus généralement de l'Exécutif de l'Internationale Communiste ;

— Trotsky - Vujovic - Zinoviev, *Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina, 1927*, publié en Italie par les Editions Iskra (Milan, 1977, 300 p.), recueil qui contient lui aussi certains des inédits publiés dans le premier volume.

A la différence des deux premiers, le recueil des éditions Iskra a le mérite, sinon de résoudre, ce qui n'est pas son but, du moins de *poser* les gigantesques problèmes liés non seulement au cours de la révolution en Chine, mais aux débats au sein du PC russe et de l'Internationale communiste, et de montrer comment ils s'insèrent dans une tragédie collective, ce qui est la seule façon de les étudier *historiquement* et d'en tirer un bilan.

« Nous sommes terriblement en retard », écrivait Trotsky dans sa lettre du 4 mars 1927 à Radek, « nous avons transformé le Parti

Communiste chinois en une variété de menchévisme et, ce qui est encore plus grave, pas la meilleure ». Il ajoutait dans une note du 22 mars : « La question de l'indépendance organisationnelle complète du Parti Communiste, c'est-à-dire de son retrait du Kuomintang, ne doit pas être différée d'un seul jour. Nous avons déjà perdu beaucoup trop de temps » (1).

Le problème posé par Trotsky était celui de la recherche désespérée d'une voie permettant de sortir du cercle vicieux de l'adhésion au Kuomintang et du suivisme par rapport à la bourgeoisie nationale chinoise. Le ramener, comme le font les éditeurs du recueil américain ou comme le fait Broué, à un problème d'équilibres internes délicats au sein de l'Opposition unifiée, c'est non seulement réduire à des proportions bien mesquines le drame dans lequel fut plongé tout le mouvement communiste russe et international, c'est s'interdire de comprendre le jeu complexe de facteurs objectifs et subjectifs qui firent rapidement sombrer le cycle révolutionnaire de la Chine de 1927 dans la plus sanglante des contre-révolutions.

Parmi les nombreux problèmes venus compliquer la situation, il y avait indéniablement la difficulté à trouver un terrain d'accord complet entre opposants au stalinisme ; d'origines et de formations différentes, ceux-ci étaient de surcroît liés au passé par des responsabilités de direction diverses. Il y avait aussi la nécessité, comme dira plus tard Trotsky en regrettant d'avoir dû le faire (2), de procéder « pédagogiquement » pour tenter de con-

vaincre les instances supérieures du Parti russe et de l'Internationale de l'urgente nécessité d'un tournant radical dans la question chinoise, en évitant de provoquer (à supposer qu'on pût encore l'éviter) une fracture irréparable en leur sein. Trotsky avait été opposé dès 1923 à l'entrée des communistes dans le Kuomintang. Mais en 1926-27 il ne voyait que trop bien, et les textes récemment publiés le montrent clairement, que les conséquences de cette entrée s'étaient entretemps terriblement accumulées et aggravées. Lorsqu'il s'attaque au problème de la sortie du Kuomintang, moyen nécessaire pour reconquérir l'autonomie politique, programmatique et organisationnelle du Parti chinois, il a une conscience aiguë de la situation délicate qui s'était créée entretemps, et des lourdes responsabilités pesant sur celui qui essayait de la dénouer. C'est lui faire non pas honneur mais injure, que de laisser entendre qu'il s'agissait seulement pour lui de trouver le moyen de ne pas heurter la sensibilité de Zinoviev ou de Radek et d'éviter que la proposition ne soit même pas prise en considération par Staline ou Boukharine parce qu'elle serait tombée sous l'accusation de... trotskysme.

La vérité, c'est qu'il n'aurait jamais fallu entrer dans le Kuomintang ; et en 1926-27 on paya le terrible prix, non pas d'une erreur dans le cadre d'une ligne générale correcte, mais de toute une ligne fautive ; le prix, non seulement de l'enchevêtrement des rapports entre les deux partis et entre l'Internationale et le PC chinois, mais de l'enchevêtrement encore plus complexe des rapports entre l'Etat russe de la dictature du prolétariat et l'Etat chinois de la dictature nationale-bourgeoise avec son gouvernement, son armée et ses agences commerciales. Nous

(1) *On China*, op. cit., pp. 122-126 (souligné par nous).

(2) Voir sa lettre du 23 juin 1927 : « Pourquoi n'avons-nous pas jusqu'ici appelé au retrait du Kuomintang ? », *On China*, op. cit., p. 249.

ajouterons, même si les protagonistes de la gigantesque bataille d'alors ne s'en rendirent pas compte (peut-être le devinèrent-ils, mais ils ne réussirent pas à « prendre le taureau par les cornes » comme dans la meilleure tradition bolchévique), que l'on payait le prix d'un relâchement progressif de la *rigueur* théorique et pratique qui avait inspiré les Thèses constitutives de l'Internationale : relâchement dans les formes et dans les méthodes suivies pour la constitution et l'organisation des sections nationales du « Parti communiste mondial unique », relâchement dans la détermination précise des *limites* des manœuvres tactiques ; relâchement dans la séparation entre les jeunes partis communistes et les partis de la II^e Internationale ou, en Orient précapitaliste, les partis nationaux démocratiques bourgeois. Il serait mesquin — et antimarxiste — d'ignorer les causes, *objectives* bien plus que *subjectives*, de ce terrible retard dans lequel *tout le monde* était impliqué, et dont Trotsky prenait clairement conscience dans cette bataille. Mais il faut comprendre *pourquoi* et *comment* cette bataille glorieuse mais *désespérée* était une bataille *forcément* d'arrière-garde, qui ne pouvait se terminer que par une défaite.

Le Parti chinois était né en retard sur l'explosion violente des conflits sociaux. Les sections nationales du Komintern étaient nées elles aussi en retard, et donc sur des bases peu sûres, voire incohérentes. La révolution prolétarienne « pure » était terriblement en retard dans l'Occident capitaliste avancé. Par contre, l'évolution économique et sociale interne de la Russie marquait le pas, et ses étapes forcées de transformation capitaliste ne pouvaient trop se prolonger sans entraîner de très graves conséquences *politiques* sur

le Parti bolchévique au pouvoir, sur ses orientations, et par contre-coup sur l'Internationale.

Pour les mêmes raisons, les pressantes nécessités de survie de l'*Etat* de la dictature soviétique avaient de plus en plus de mal à s'accorder aux orientations de *principe*, aux *nécessités vitales*, aux *bases programmatiques et organisationnelles* de la Troisième Internationale, ou allaient ouvertement dans un sens qui leur était opposé. A cause de cet ensemble de facteurs, l'avant-garde communiste qui était à la tête de la dictature en Russie et de l'Internationale Communiste avait tardé à prendre conscience de deux faits : premièrement, au lieu d'alléger le poids de l'isolement de Moscou, l'atténuation de la rigueur tactique et organisationnelle à travers toute une série de concessions ne pouvait que l'aggraver, et éloigner la révolution mondiale au lieu de la rapprocher ; deuxièmement, au terme de la fatale dégringolade, on n'allait plus avoir affaire à des louvoiements, dangereux mais redressables, sur une voie unique et commune, mais on allait se trouver sur *deux voies opposées et inconciliables*.

La figure de militant révolutionnaire de Trotsky occupe une place glorieuse dans l'histoire du mouvement ouvrier et communiste, indépendamment de toute discussion sur sa capacité ou son incapacité à prévoir les événements, ou sur le moment où il est parti en guerre contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et contre le cours historique auquel cette théorie a donné son nom. Une analyse véritablement marxiste d'années aussi tragiques ne peut se dispenser de chercher à comprendre pourquoi il s'est trouvé *seul* à prêcher dans le désert, même au sein de l'Opposition Unifiée ; et pourquoi, *avec celle-ci*, il a été *seul* à

crier aux sourds et à essayer d'ouvrir les yeux aux aveugles au sein de l'Internationale Communiste et, bien sûr, du PC russe et du Politbureau. Elle doit se demander s'il n'existe pas (et nous répondons tout de suite que pour nous *il existe*) un parallélisme significatif entre cet isolement et l'isolement du courant de gauche du PC d'Italie à partir de 1921 par rapport aux Partis « frères » et même, ce qui est bien plus symptomatique, par rapport au *Parti russe qui était alors uni*; et ceci aussi bien quand la Gauche « italienne » mettait en garde contre la tendance à atténuer jusqu'à l'effacement les limites assignées, non par la volonté d'individus, mais par les déterminations inexorables de l'histoire, à l'action, à l'organisation et à la « physionomie » programmatique et tactique du parti unique de la révolution prolétarienne, que lorsqu'elle montrait que la Russie prise dans l'étau de la NEP était le point le plus vulnérable aux « dangers de droite », et qu'elle appelait le mouvement communiste mondial à faire corps autour d'elle.

La tragédie de 1927 en Chine n'éclata pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Les thèses du IV^e congrès de l'I.C. (et plus encore les discours explicatifs qui les avaient précédées), laissaient une énorme latitude, en Occident comme en Orient, à la manœuvre tactique; cette latitude suffisait pour justifier aussi bien l'entrée des communistes au gouvernement en Saxe-Thuringe, première étape (même pour Trotsky, qui pourtant ne cessa jamais de revendiquer ces Thèses) des désastres qui suivront, que l'entrée du jeune Parti communiste chinois, fragile et inexpérimenté, dans le Kuomintang. La déclaration commune Sun Yat-sen-Joffé de janvier 1923, qui était l'aboutissement d'un long travail diplomatique et le point de départ

d'une politique étrangère doublant celle de l'Internationale et la démolissant, en disait assez pour rendre tôt ou tard mortel le nœud coulant passé au cou non seulement du prolétariat chinois, mais du prolétariat mondial et aussi de son avant-garde encore indomptée de Moscou. Au cours des deux tragiques années 1926-27 les jeux étaient déjà faits: tout le monde, dans le Parti russe et à la direction de l'Internationale, avait contribué d'une façon ou d'une autre à l'irréparable. C'est cela qu'il est crucial de comprendre si l'on veut comprendre non seulement la défaite *du moment*, mais la défaite *à long terme* du mouvement communiste, découlant de l'incapacité à tirer du désastre de 1927 un bilan complet, en reconstituant tout l'enchaînement des facteurs qui l'avaient déterminé de manière inexorable. C'est cela qu'il est crucial de comprendre pour conserver le précieux acquis que la magnifique bataille de l'Opposition sauva en 1927: non pas la situation *du moment*, que rien ni personne ne pouvait plus sauver, mais les *principes* qui doivent guider les générations futures.

C'est ici qu'apparaît toute l'absurdité de l'historiographie « trotskyste » qui s'évertue à voir dans les points faibles de la cuirasse théorique de Trotsky ses points forts, et réciproquement. Comme le montrent très justement les éditeurs du volume italien cité plus haut, ce fut la grandeur inégalable du fondateur de l'Armée rouge dans la bataille de 1926-27 de revendiquer, avec une clarté et une intégralité jamais atteintes au cours de la même période par les « vieux bolchéviks », non sa propre version, mais bien la théorie de Marx et de Lénine de la révolution en permanence. Affirmation du rôle de direction et donc de l'hégémonie du prolétariat dans les révolutions doubles; revendication centrale —

comme condition indispensable pour assumer ce rôle — de l'indépendance programmatique et organisationnelle du Parti ; dénonciation à l'avance (et non *a posteriori*) des inévitables oscillations et trahisons de la grande et même de la petite bourgeoisie « radicale » ; proclamation que *seul* le prolétariat à la tête des paysans peut mener la révolution démocratique bourgeoise *jusqu'au bout* et débayer ainsi le terrain pour le bond vers la transformation socialiste de la société, qui n'est possible *que* dans le cadre de la révolution *prolétarienne mondiale*, et jamais « en comptant sur ses propres forces » dans les pays capitalistes arriérés : ce ne sont pas là les traits distinctifs de la théorie de Trotsky, mais les *fondements* mêmes, restaurés par Lénine, de *toute* la théorie marxiste des révolutions bourgeoises transcroissant — en perspective — en révolutions prolétariennes. Et c'est d'après ces critères que Trotsky analyse avec la plus grande lucidité *Les Rapports de classe dans la révolution chinoise* (3 avril 1927) (3) ou défend le *Mot d'ordre des soviets en Chine* (4) contre Staline et Boukharine selon lesquels on ne pouvait et on ne devait envisager la constitution de soviets que si l'histoire avait mis à l'ordre du jour le problème de la révolution *socialiste intégrale*. C'est sur ce terrain et d'après ces *mêmes principes* qu'il luttera inlassablement — voir notamment sa lettre à Alsky du 29 mars 1927 — contre l'identification du problème de la lutte pour un gouvernement révolutionnaire et dictatorial des ouvriers et des paysans (le *vrai* problème de l'époque) avec la question de la possibilité de « voies de développement non-capitalistes » en Chine : « Le problème des « voies non-capitalistes » de développement en Chine, écrit Trotsky, ne peut être posé qu'au conditionnel, et

seulement dans la perspective du développement de la révolution mondiale. Seul un ignorant de la variété socialiste-réactionnaire peut penser que la Chine *d'aujourd'hui*, avec ses bases techniques et économiques *actuelles*, peut sauter *par ses propres efforts* par-dessus la phase capitaliste » (5). Dans cette bataille opiniâtre, qui le pousse à écrire des textes et des discours inoubliables, serait-il guidé, comme le disent ses épigones, par un effort pour *s'adapter* par un compromis misérable à l'interprétation *réductrice*, défendue par la majorité de l'Opposition, de la formule léniniste de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » ? C'est si peu vrai que ce n'est *pas lui* mais Zinoviev qui, de façon tout à fait arbitraire, *déduit* la revendication de l'indépendance du Parti et de la création des soviets, de la possibilité que la situation internationale, avec au centre la Russie bolchévique (et non la révolution prolétarienne future), ouvre à la Chine une « voie non-capitaliste de développement », et qui soutient que c'est *en fonction de cette perspective* qu'est conçue la doctrine classique et invariante de Lénine (6).

Dans les écrits grandioses de Trotsky avant la fin de l'été 1927, on ne trouvera *jamais* la thèse à laquelle il reviendra après les terribles défaites des mois ultérieurs. Retombant dans sa version de la

(3) *On China*, op. cit., pp. 136 et suivantes ; Broué, op. cit., pp. 121 et suivantes ; Ed. Iskra, op. cit., pp. 53 et suivantes. Mais il faudrait citer *toute* la série des textes et des discours.

(4) *On China*, op. cit., pp. 149-156 ; Ed. Iskra, op. cit., pp. 129-138.

(5) *On China*, op. cit., p. 129.

(6) Cf. en particulier le chapitre 3 des *Thèses sur la révolution chinoise* de Zinoviev (Broué op. cit., pp. 145-146 ; Ed. Iskra, op. cit., pp. 80 et suivantes).

«révolution permanente», il soutiendra alors que *dès ce moment-là* les faits avaient mis à l'ordre du jour la révolution et la dictature du prolétariat, et que l'instauration de celle-ci signifierait «réalisation d'interventions socialistes dans les rapports de propriété et passage à la production sous la direction de l'Etat, c'est-à-dire passage sur les rails de la révolution socialiste» (7). C'était une erreur de perspective car la situation à court et à long terme était caractérisée par une défaite catastrophique du mouvement ouvrier et paysan, et par la destruction de la *condition même* d'une issue révolutionnaire, à savoir le Parti de classe. C'était une erreur *théorique*, car si la nationalisation de l'industrie et de la terre, le contrôle étatique de l'économie, la planification, sont bien quelques-unes des *conditions matérielles objectives* de la transformation socialiste, elles ne sortent pas *en tant que telles* du cadre du mode de production capitaliste, elles ne sont pas *par elles-mêmes* la transformation socialiste. Vingt ans auparavant, Lénine avait affirmé avec force, à propos des projets de municipalisation ou de nationalisation du sol : «N'est-il pas évident que les traits essentiels et fondamentaux d'une *classe* [les paysans] ne changent pas avec les formes de possession de la terre?» (8). La propriété *non-foncière* ne fait pas exception à la règle : même sa nationalisation n'a pas le pouvoir de modifier le contenu *social et économique* d'une révolution double. Même le fait réel que la seule force sociale capable de la réaliser sans demi-mesures soit le prolétariat aux commandes du pouvoir politique, n'a pas le pouvoir de modifier la structure de classe de la société ! Comme toutes les erreurs théoriques, celle-ci fut la source de la longue série d'erreurs

non seulement théoriques mais *pratiques* qui, une fois la théorie poussée à *l'absurde* contre les hésitations, les retours en arrière, les réserves et les atténuations du maître, forment le pain quotidien de ses «disciples».

De là naît, d'une part, l'exclusion *a priori* par Trotsky après 1927 de toute possibilité de retour sur la scène, à la tête d'un mouvement révolutionnaire bourgeois même incomplet, de forces sociales autres que le prolétariat (est donc exclue la possibilité du développement et de la victoire, par exemple, du mouvement national-révolutionnaire bourgeois de Mao). D'autre part, conséquence logique, *tout* mouvement révolutionnaire démocratique et national bourgeois dans le Tiers Monde est considéré comme socialiste, même *malgré lui*, et tout régime né de la victoire militaire d'un tel mouvement est considéré comme un «Etat ouvrier déformé» (la Russie gardant, à cause de l'Octobre rouge, la prérogative d'être un «Etat ouvrier dégénéré»). Etat ouvrier «déformé» parce qu'un appareil bureaucratique y serait superposé à des rapports de propriété (et dans certains cas même de production) censés *ne plus être capitalistes*. Si, en somme, l'opposition zinovievienne découvrit dans la perspective *soi-disant léniniste* des «voies non-capitalistes de développement» le maillon qui manquait vers la réconciliation finale avec le stalinisme (9), Trotsky tirera de la

(7) «Nouvelles opportunités pour la révolution chinoise, nouvelles tâches, et nouvelles erreurs», septembre 1927, *On China*, op. cit., p. 268 (souligné par nous).

(8) Lénine, *Rapport sur le Congrès d'unification de P.O.S.D.R.* (1906), *Œuvres*, tome 10, p. 349.

(9) Tout en partant de prémisses théoriques différentes mais convergentes (comme nous le montrons dans

prétendue confirmation de sa doctrine de la révolution permanente la justification et de la théorie de la caste bureaucratique dominant l'« Etat ouvrier dégénéré », et du mot d'ordre de la défense de l'U.R.S.S. Aujourd'hui, les trotskystes — que nous ne mettons certainement pas sur le même plan que Trotsky — en tirent leur principal argument en faveur de la révolution « purement politique » qui attendrait tous les pays qui se sont libérés par les armes du joug de l'impérialisme ; leurs bases économiques ne seraient plus capitalistes grâce au contrôle étatique de la production, et il ne resterait plus sur la voie du plein socialisme que l'obstacle, malheureusement coriace, représenté par une bureaucratie toute-puissante. En ce qui concerne Trotsky en particulier, il n'hésitera pas à appeler en renfort pour soutenir sa doctrine (10) les thèses de Radek sur l'existence en Chine de *deux classes seulement* : la bourgeoisie industrielle et foncière d'une part, le prolétariat à la tête d'une classe paysanne pauvre alignée *sur le même front que lui* à la suite de la disparition de la propriété foncière précapitaliste (quel que soit le nom qu'on lui donne : féodale, asiatique, etc), de l'autre. Cette thèse, Trotsky ne l'avait jamais mentionnée dans les textes d'avant l'été 1927 — dont nous signalons par ailleurs aux militants révolutionnaires le contenu théorique et politique élevé.

notre étude sur les débats de 1926 au sein du PC russe), Preobrajenski tombera dans la même erreur. Il aura toutefois raison — en partie du moins — lorsqu'il écrira à Trotsky : « Votre erreur fondamentale réside dans le fait que vous déterminez le caractère d'une révolution sur la base de qui la fait, c'est-à-dire par le sujet réel, tandis que vous semblez accorder une importance secondaire au contenu so-

cial objectif de ce processus ». De même, Preobrajenski n'exclut pas que « la petite bourgeoisie chinoise [soit] capable de créer une espèce quelconque de parti semblable à nos s-r », etc. (Réponse à la première lettre de Trotsky, 1928, Broué, *op. cit.*, pp. 472-473). (10) Voir « Bilan et perspectives de la révolution chinoise », Chapitre III de *L'Internationale communiste après Lénine* (1928), Paris, PUF, 1969, tome II.

cial objectif de ce processus ». De même, Preobrajenski n'exclut pas que « la petite bourgeoisie chinoise [soit] capable de créer une espèce quelconque de parti semblable à nos s-r », etc. (Réponse à la première lettre de Trotsky, 1928, Broué, *op. cit.*, pp. 472-473).

(10) Voir « Bilan et perspectives de la révolution chinoise », Chapitre III de *L'Internationale communiste après Lénine* (1928), Paris, PUF, 1969, tome II.

sition. Non, *ce Trotsky-là* défendait la position de Lénine, il était l'interprète merveilleusement fidèle d'un cours historique réel prévu par le marxisme; il était, encore une fois, « le meilleur des bolchéviks »!

Mais la question n'est ni académique, ni historiographique: elle met en jeu le jugement théorique et politique qu'on peut porter sur tous les événements ultérieurs, ainsi que les orientations à donner au mouvement ouvrier et communiste mondial hier et aujourd'hui. Qu'on juge donc à quel degré de confusion peut en arriver un Peng Shu-tse dans son appréciation de la victoire maoïste en Chine, événement-clé de l'histoire contemporaine, lorsqu'il écrit dans sa préface au recueil américain:

« Sous la pression de la logique dialectique de la lutte de classe et des graves menaces des classes hostiles aussi bien à l'intérieur de la Chine qu'à l'extérieur [...] le PC chinois ne put faire autrement, pour maintenir sa propre existence, que d'adopter un certain nombre de mesures socialistes comme la planification de l'économie et le monopole du commerce extérieur, afin de limiter les activités de la bourgeoisie. Il utilisa également la méthode de la « propriété mixte étatique et privée » (1955) pour éliminer [*sic!!!*] graduellement les droits de propriété bourgeois. Finalement, en 1956, au VIII^e Congrès national du PC chinois, pour montrer que le « gouvernement de coalition des quatre classes » avait pris fin, Liu Chao-chi annonça que la « dictature du prolétariat » était dorénavant en vigueur ». Pensez donc maintenant, avec la nouvelle constitution ou les derniers discours de Hua Kuo-feng! Tout cela, en somme, c'étaient des étapes... *involontaires* de la révolution socialiste! « Tout ceci montre très clairement que sous la pression

irrésistible des conditions objectives le PC chinois, pour se protéger, fut contraint de se plier aux lois de la révolution permanente et de nationaliser la propriété de la bourgeoisie, faisant ainsi de la Chine un Etat ouvrier [*sic!!!*]. Ceci prouve donc que la prévision de Trotsky concernant le développement permanent de la révolution chinoise était fondamentalement juste ». La capitulation du PC chinois était cependant une capitulation « inconsciente et empirique » [*sic*], donc contradictoire, devant des lois objectives; il s'ensuit que « le seul moyen pour la Chine (comme pour l'U.R.S.S., l'Europe de l'Est, la Corée du Nord et le Vietnam du Nord) (11), de se débarrasser de ce type de contradiction, de permettre à la révolution de se développer, de détruire tous les rapports d'exploitation internes, et de donner une impulsion à la révolution mondiale, est de passer à travers une révolution politique qui balaye la dictature bureaucratique et établisse un système prolétarien démocratique » (12).

Que l'histoire est donc généreuse envers la classe ouvrière! Non seulement elle contraint les artisans bourgeois des révolutions national-démocratiques ou leurs exécuteurs testamentaires opportunistes à édifier le socialisme pour notre plus grand profit et contre leurs propres intérêts, ceux de leur classe, et leur propre programme; mais

(11) L'auteur exclut de sa liste Cuba (sans doute l'Etat ouvrier n'y est-il pas encore... déformé?), ainsi que les innombrables régimes militaires du Tiers Monde qui planifient, nationalisent et n'hésitent pas à se déclarer socialistes... Peut-être n'a-t-il pas encore trouvé l'adjectif approprié pour les définir?

(12) *On China*, op. cit., pp. 90-91.

de plus elle offre au prolétariat une voie brève, sûre et relativement indolore : celle d'une révolution désormais *uniquement politique*, ressemblant plutôt à un coup d'Etat, d'une « révolution mondiale [qui], sous la forme d'une révolution politique contre la bureaucratie, frappe à la porte, et de Mao et de Brejnev, et les a même rudement malmenés depuis quelques années » comme l'a écrit lyriquement Broué (13).

A eux donc la tâche d'édifier inconsciemment le socialisme sur

procuration de notre part ; à nous de réaliser la révolution socialiste, par définition antibureaucratique et réalisation parfaite de la *démocratie* ! Pour Hegel, c'est « la ruse de la Raison » qui règne dans cette vallée de larmes ; pour nos trotskystes dernier cri, c'est peu dire : ce qui règne effectivement pour eux, c'est la *Providence divine*, dont les ressources sont tellement infinies qu'il suffirait au prolétariat d'éliminer la superstructure de la bureaucratie pour trouver tout prêt le socialisme que celle-ci aurait ... involontairement réalisé !

Louées soient donc la Providence et ses multiples et impénétrables voies vers le socialisme...

(13) Broué, *op. cit.*, pp. 12-13.

Vient de paraître aux Editions Iskra

Trotsky - Vujovic - Zinoviev

Scritti e discorsi sulla rivoluzione in CINA 1927

Presentazione

Trotsky. Il Partito comunista cinese e il Kuomintang (1926) - Lettera a Radek - I rapporti di classe nella rivoluzione cinese.

Zinoviev. Tesi sulla rivoluzione cinese.

Trotsky. Sulla parola d'ordine dei Soviet in Cina - Progetto di risoluzione presentato al CEIC - La rivoluzione cinese e le tesi del compagno Stalin - Il partito comunista e il Kuomintang - Primo discorso all'VIII Comitato esecutivo dell'Internazionale.

Vujovic. Discorso all'VIII Esecutivo allargato dell'Internazionale.

Trotsky-Vujovic. Dichiarazione all'VIII plenum del CEIC.

Trotsky. E tempo di capire, tempo di riflettere e tempo di cambiare - La via sicura - L'opposizione, il pericolo di guerra e i problemi della difesa (dal primo discorso al plenum del CC e della CCC).

Appendice. La lettera da Shanghai.

Un volume de 300 pages - Prix : 30 F

programme communiste
revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 40 F - 400 FB - 6.000 Lires - 24 FS - 240 Esc.
£ 3.50 - \$ 7.00

le prolétaire
journal bi-mensuel

Le numéro : 2 F - 25 FB - 300 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 40 F - 500 FB - 6.000 Lires - 20 FS

communist program
revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 P. - \$ 1.00
Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista
journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista
revue trimestrielle

Le numéro : 7 F - 70 FB - 1.000 Lires - 3,50 FS
Abonnement annuel : 28 F - 280 FM - 4.000 Lires - 14 FS

kommunistisches programm
revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 53 FB - 1.400 Lires - 3 FS - 3 DM
Abonnement annuel : 24 F - 212 FB - 5.600 Lires - 12 FS - 12 DM